

CONJONCTURE

1^{er} semestre 2025

Édition 01/12/2025

PAYS
DE LA LOIRE

DECEMBRE 2025 - n°35

En bref

Le manque de pluie caractérise ce **premier semestre 2025**. Après une année 2024 très humide, le déficit hydrique s'installe dès mars dans la région. Les agriculteurs restent vigilants, craignant les effets sur les cultures **céréalières** et **viticoles**. Malgré ces tensions, les rendements s'annoncent en nette amélioration, proches des moyennes quinquennales. Sur les marchés, la commercialisation des **fruits et légumes** pâtit d'une demande globalement peu dynamique, en deçà des attentes des opérateurs. Côté élevage, l'offre en **bovins** s'érode en France et en Europe, conséquence du recul du cheptel reproducteur et d'un contexte sanitaire défavorable (FCO et MHE). Dans le même temps, la consommation de viande bovine recule, freinée par la hausse des prix au détail. La **production de lait** de vache reste stable, mais la tension sur l'offre soutient la valorisation du prix au producteur. Pour les **porcs**, la production demeure stable et les cours progressent régulièrement, portés par une demande intérieure ferme. En **volailles**, les abattages sont globalement stables, mais reculent pour les canards. Le prix des œufs s'envole, tandis que la filière cunicole poursuit son repli. Enfin, le solde du **commerce extérieur** agricole et agroalimentaire régional reste globalement négatif, bien qu'il demeure excédentaire pour les produits agricoles bruts.

À la Une

Publication de la feuille de route régionale de la transition écologique

La feuille de route régionale de la transition écologique des Pays de la Loire, publiée fin 2024, définit 54 actions prioritaires visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à préserver les ressources naturelles à l'horizon 2030. Fruit d'un travail initié en mars 2024 et co-porté par l'État et le Conseil régional des Pays de la Loire, elle reflète les contributions de plus de 220 participants lors d'une première phase d'ateliers, de 70 % des EPCI (Établissements Publics de Coopération Intercommunale) et de 4 conseils départementaux consultés lors d'une deuxième phase, ainsi que des nombreux partenaires publics et privés impliqués dans la démarche.

Sa mise en œuvre reposera sur une mobilisation collective à différentes échelles d'action.

À l'échelle infra-départementale, les ambitions de la feuille de route seront intégrées aux Contrats de Réussite de la Transition Écologique, qui lient l'État à chaque intercommunalité de la région, conformément à la circulaire du 30 avril 2024 et aux futures instructions de 2025 sur l'usage des dotations territoriales. Ce volet sera piloté par chaque préfet de département, avec l'appui des services des DDT(M) et des opérateurs ou directions régionales susceptibles d'intervenir en soutien des actions intégrées (DREAL, DRAAF, DREETS, ANCT, ADEME, Cerema, Agence de l'Eau Loire Bretagne, Banque des Territoires, OFB, etc.).

La feuille de route comprend de nombreuses actions qui concernent l'agriculture, l'alimentation et la forêt avec notamment deux thématiques majeures :

- **Thématique "Mieux se nourrir"** : 7 actions ont été identifiées pour impliquer les consommateurs et promouvoir une alimentation décarbonée et respectueuse de la biodiversité, soutenant ainsi l'évolution des productions régionales.
- **Thématique "Mieux préserver et valoriser nos écosystèmes"** : 4 actions clés visent à préserver les espaces naturels et les ressources en eau, à encourager la transition agroécologique, ainsi qu'à développer les productions labellisées Bio et HVE (Haute Valeur Environnementale).

Sommaire

En bref	1
À la Une	1
Contexte météorologique	3
Grandes Cultures	5
Fruits et légumes	7
Fleurs	11
Viticulture	12
Indice des Prix d'Achat des Moyens de production Agricole (IPAMPA)	14
Productions animales	15
Commerce extérieur régional	18
Industries agroalimentaires	19
Les entreprises en bref	19

Contexte météorologique

Janvier : des records de pluie

Le mois de **janvier** 2025 est extrêmement arrosé et venté, avec des températures moyennes légèrement inférieures à la normale. La région a connu trois périodes distinctes sur le mois : une première et une troisième décade douces, très pluvieuses et venteuses, encadrant une deuxième décade plus calme et fraîche. Des records de pluie ont été enregistrés (+119 %) et de fortes rafales de vent ont eu lieu, atteignant en fin de mois jusqu'à 128 km/h à Saint-Nazaire. L'ensoleillement est légèrement déficitaire (-0,7 % par rapport à la normale) avec un excédent sur l'ouest de la région et un déficit sur l'est.

Février : un mois sans soleil

Février est marqué par un déficit d'ensoleillement (-21 % par rapport à la normale), pour l'ensemble des départements. Le cumul des précipitations est inégal avec -3 % à Angers, -8 % à Nantes mais +15 % à Laval, +26 % au Mans et +8 % à La Roche-sur-Yon. Les températures sont contrastées avec du froid et des gelées en première partie de mois, suivie d'une période plus douce à partir du 17. Les températures minimales sont supérieures à la normale, tandis que les maximales restent variables, inférieures au nord de la Loire mais proches ou supérieures au sud. Les épisodes de vents forts ont été rares, avec un nombre de jours en-dessous de la normale pour l'ensemble de la région.

Mars : douceur et déficit pluviométrique

En **mars**, les températures sont globalement douces avec un ensoleillement excédentaire (+19,6 % par rapport à la normale). Le cumul moyen des pluies est bien inférieur aux normales (-60 %), avec un déficit hétérogène selon les stations : -84 % à Laval, -66 % à La Roche-sur-Yon, -57 % à Nantes, -46 % à Angers et -45 % au Mans. La température mensuelle reste supérieure à la normale saisonnière, malgré un épisode hivernal en milieu de mois avec de faibles chutes de neige, notamment en Vendée. Le nombre de jours de gel est plus important qu'à l'accoutumée en Sarthe et Mayenne (entre 3 et 4 jours). Aucun coup de vent notable n'a été enregistré.

Tableau 1: données météorologiques du 1^{er} trimestre 2025

Département	Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours de gel		Insolation (heures et minutes)	
	1 ^{er} Trimestre 2025	Moyennes ou normales 1991-2020	1 ^{er} Trimestre 2025		Moyennes ou normales 1991-2020		1 ^{er} Trimestre 2025	Moyennes ou normales 1991-2020	1 ^{er} Trimestre 2025	Moyennes ou normales 1991-2020
			Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44 NANTES-BOUGUENAIS	283,5	213,8	3,2	10,8	3,8	11,1	20	18	322h30	322h12
49 ANGERS-BEAUCOUZE	235,6	177,1	3,5	10,6	3,6	10,7	19	20	296h48	308h24
53 LAVAL-ETRONNIER	243,3	182,9	2,6	10,1	3,1	10,0	26	21	324h00	274h12*
72 LE MANS	223,5	167,2	3,0	10,9	3,0	10,5	23	24	318h48	297h48
85 LA ROCHE-SUR-YON	300,3	229,7	3,5	11,6	3,4	10,7	17	21	347h54	331h06

* Suite à l'absence de données, utilisation des normales 1981-2010 pour la station Laval-Entrammes
Source : SRISE à partir de données mensuelles issues de MeteoFrance et Meteociel

Avril : une douceur hors norme et précipitations insuffisantes

Le mois d'**avril** 2025 en Pays de la Loire a été très doux et ensoleillé, se classant parmi les plus chauds jamais enregistrés. Ainsi, l'ensoleillement est nettement supérieur à la normale (+21,1 %) avec des températures exceptionnellement douces et des maximales avoisinant les 27 °C en fin de mois. Le cumul moyen des précipitations est bien inférieur aux normales (-33 %) mais inégal selon les stations, à savoir proche de la normale sur le littoral mais déficitaires dans l'intérieur des terres (-68 % au Mans, -53 % à Laval, -31 % à Angers, -21 % à La Roche-sur-Yon et -1 % à Nantes).

Mai : le manque de pluie se confirme

En **mai**, l'ensoleillement reste bien supérieur à la normale (+18,2 %) et les pluies se font toujours trop rares avec seulement quelques stations enregistrant des cumuls mensuels proches des normales. Ainsi, le cumul régional accuse un sévère déficit avec -62 % de pluies par rapport à la normale (-72 % à Angers, -71 % à Laval, -66 % au Mans, -59 % à Nantes et -41 % à La Roche-sur-Yon). Côté températures, celles-ci restent chaudes avec +1 °C à +2 °C par rapport aux normales saisonnières en Vendée et en Loire-Atlantique, et +2 à +3 °C sur les autres départements de la région. Quelques chutes de grêles sont signalées sur la région les 3 et 10 mai.

Juin : le déficit hydrique se creuse

Le mois de **juin** 2025 fait état d'un mois dominé par la chaleur et le manque de pluie. La région subit deux vagues de chaleur successives et les températures s'envolent avec +3,4 °C au-dessus de la normale saisonnière avec pas moins de 10 jours au-dessus de 30 °C et des "nuits tropicales" (températures nocturnes minimales supérieures à 20 °C). Côté précipitations, le bilan est déficitaire pour la plupart des stations (-40 % par rapport à la normale), malgré des orages parfois forts. Le Maine-et-Loire et la Sarthe figurent parmi les départements les plus touchés. L'ensoleillement a été excédentaire, atteignant même des records à Nantes, Angers et La Roche-sur-Yon. Le printemps dans son ensemble est donc très sec.

Tableau 2 : données météorologiques du 2^e trimestre 2025

Département	Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours T>=30°C		Insolation (heures et minutes)	
	2 ^e Trimestre 2025	Moyennes ou normales 1991-2020	2 ^e Trimestre 2025		Moyennes ou normales 1991-2020		2 ^e Trimestre 2025	Moyennes ou normales 1991-2020	2 ^e Trimestre 2025	Moyennes ou normales 1991-2020
			Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44 NANTES-BOUGUENAIS	129,0	167,8	11,4	22,3	9,7	19,6	25	2	767h42	600h12
49 ANGERS-BEAUCOUZE	67,1	162,8	11,0	23,1	9,5	19,9	28	3	763h42	608h48
53 LAVAL-ETRONNIER	91,8	172,2	10,2	22,2	8,9	19,0	25	2	757h24	630h42
72 LE MANS	54,7	169,4	11,3	23,5	9,5	20,1	31	3	773h36	607h18
85 LA ROCHE-SUR-YON	115,4	173,6	10,9	22,1	9,2	19,3	25	2	771h30	623h24

Source : SRISE à partir de données mensuelles issues de MeteoFrance et Meteociel

Grandes Cultures

Récolte : des rendements en céréales en paille et en colza en hausse

Les conditions météorologiques pluvieuses et humides présentes durant toute la campagne 2024-2025 ont fortement perturbé et décalé les semis des **céréales** d'hiver. De nombreuses parcelles restaient encore occupées par les cultures d'automne (tournesol, sorgho et maïs), dont les surfaces étaient en hausse après les reports opérés en 2024. De plus, les sols fragilisés par les conditions humides extrêmes subies pendant un an présentent une portance dégradée et des excès d'eau. Malgré cela, les températures douces en alternance avec les précipitations permettent un démarrage dans de bonnes conditions du développement végétatif des cultures. Au printemps, l'arrêt des précipitations, les températures supérieures aux normales de saison et le fort ensoleillement permettent le ressuyage des sols ainsi qu'une progression rapide des cycles végétatifs. Le risque sanitaire (maladies et insectes) est également réduit par le climat, contrairement à l'année passée.

Les rendements 2025 s'annoncent globalement supérieurs à la moyenne régionale 2020-2024 : **+3 quintaux/ ha** pour le **blé tendre** et le **colza**, grâce à l'ensoleillement et à la faible pression maladies. Cependant, une hétérogénéité demeure, les fortes températures et le manque d'eau ayant réduit la taille ainsi que le remplissage des grains pour les cultures semées au printemps.

Les semis des cultures d'automne débutent précocement et progressent rapidement, mais le déficit hydrique persistant inquiète. Les conditions climatiques sèches permettent toutefois de débuter les récoltes en orges d'hiver, colza et blé tendre.

Tableau 3 : prévisions de récolte en Pays de la Loire au 1^{er} juillet 2025 - récolte 2025

Cultures	Surface (ha)	Évolution 2025/2024	Rendement (q/ha)	Évolution 2025/2024	Production (1 000 q)	Évolution 2025/2024
Céréales : 653 497 ha dont						
Blé tendre	342 832	16 %	66	23 %	22 558	42 %
Orge d'hiver	68 798	14 %	63	19 %	4 300	35 %
Orge de printemps	21 363	26 %	47	-3 %	1 010	22 %
Triticale	26 708	35 %	59	39 %	1 562	88 %
Blé dur	21 958	8 %	61	10 %	1 331	20 %
Avoine	6 084	67 %	51	38 %	312	129 %
Maïs grain *	136 829	-4 %	-	-	-	-
Oléoprotéagineux : 130 679 ha dont						
Colza	75 843	-19 %	31	34 %	2 366	9 %
Tournesol	49 380	-9 %	-	-	-	-
Pois protéagineux purs	4 021	-16 %	32	30 %	129	10 %
Maïs fourrage	175 551	-23 %	-	-	-	-

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

Les surfaces correspondent aux données PAC 2025 provisoires

* **Maïs grain** : dont environ 16 000 ha de maïs grain humide ; évolution de la surface globale grain + fourrage : -20 %

Marchés : les cours des céréales chahutés par les annonces étasuniennes, l'origine mer Noire étouffe la concurrence

Durant ce premier semestre 2025, les cours du **blé**, du **colza** et du **maïs** dégringolent jusqu'à passer sous la barre symbolique des 200 €/tonne. La fluctuation de la parité euro/dollar ainsi que les annonces sur les droits de douane ou les relations commerciales avec l'UE depuis le retour de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, affolent les marchés. Parallèlement, l'abondance des disponibilités en provenance de la mer Noire a accentué la pression sur les prix.

En **blé**, les disponibilités mondiales issues de la récolte 2024 des pays exportateurs sont élevées et les prévisions européennes en forte hausse par rapport à l'année passée, renforcent

la tendance baissière. Ainsi, les échanges mondiaux se situent à leur niveau le plus bas depuis 5 ans avec un recul de 30 millions de tonnes (Mt) sur une année.

A partir de mai, les perspectives de récolte 2025 très encourageantes dans l'hémisphère nord pèsent également sur les cours. Cependant, les gels en Russie et le manque de pluie dans les pays de la mer Noire, redonnent de l'espérance aux exportateurs européens. En France et plus généralement en Europe de l'Ouest, le déficit hydrique réduit les potentiels de rendement des céréales à paille, mais les niveaux devraient rester proches de la moyenne. Néanmoins, la géopolitique continue d'influencer les marchés : négociations de paix/trêve en Ukraine, processus de paix israélo-palestinien ou encore accord commercial entre les USA et la Chine.

Sur juin 2025, le cours moyen du **blé tendre** rendu Rouen, 194,76 €/t, est inférieur de 14 % à celui de décembre 2024 (225,44 €/t). Sur la campagne 2024-2025, le cours moyen atteint 213,93 €/t, soit -1 % par rapport à 2023-2024 (217,03 €/t) et -11 % par rapport à la moyenne quinquennale (239,70 €/t).

Le **maïs** suit la même trajectoire. Aux Etats Unis, la production 2025 est annoncée record, avec des surfaces en nette hausse. La disponibilité internationale s'annonce donc abondante, malgré une récolte brésilienne inférieure à

l'année passée. Ainsi, sur juin 2025, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux, 180,63 €/t, est inférieur de 9 % à celui de décembre 2024 (199,00 €/t). Sur la campagne 2024-2025, le cours moyen atteint 198,59 €/t, soit +1 % à son niveau de 2023-2024 (196,91 €/t) et -10 % par rapport à la moyenne quinquennale (221,77 €/t).

Les **oléagineux** ne sont pas épargnés par les prévisions de récolte record de soja pour cette campagne et la « Trade War » entre les Etats-Unis et la Chine. Les principaux pays exportateurs voient

leurs flux commerciaux impactés. Ainsi, en mai, les cours du colza sont entraînés à la hausse par l'envolée du canola canadien, qui culmine à son plus haut niveau depuis l'automne 2023. En juin 2025, le cours moyen du **colza** rendu Rouen, 475,63 €/t, est inférieur de 9 % à celui de décembre 2024 (522,33 €). Sur la campagne 2024-2025, le cours moyen atteint 495,53 €/t, soit +11 % par rapport à la campagne précédente 2023-2024 (444,63 €/t) et -3 % par rapport à la moyenne quinquennale (510,78 €/t).

Tableau 4 : cotation des céréales

en €/t	Campagne	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Moy.
BLE TENDRE Rendu Rouen	2023-2024	234,72	227,42	227,71	229,89	221,76	218,34	211,66	198,60	183,01	194,60	226,39	230,27	217,03
	Moy. 5 ans	228,63	229,38	232,05	243,49	244,37	237,79	237,50	233,43	244,64	246,17	252,77	246,12	239,70
	2024-2025	219,18	208,43	214,64	223,78	217,43	225,55	224,36	224,84	215,53	206,25	192,38	194,76	213,93
MAIS Rendu Bordeaux	2023-2024	229,83	221,50	207,38	195,88	195,75	193,50	184,50	169,10	172,63	187,63	205,00	200,25	196,91
	Moy. 5 ans	215,51	217,16	218,23	221,90	221,26	213,80	215,60	216,63	229,25	227,86	236,17	227,86	221,77
	2024-2025	203,88	197,00	199,00	206,40	199,25	199,00	206,00	204,75	201,63	196,75	188,75	180,63	198,59
COLZA Rendu Rouen	2023-2024	471,17	453,00	458,00	437,38	438,00	428,00	423,13	413,60	433,50	446,88	475,67	457,17	444,63
	Moy. 5 ans	479,34	478,53	486,17	501,50	510,96	498,93	509,70	507,27	582,33	548,83	524,13	501,65	510,78
	2024-2025	479,00	461,50	469,81	498,20	520,38	522,33	525,63	523,25	493,75	493,88	483,00	475,63	495,53

Source : Source : FranceAgriMer, La Dépêche agricole et commerciale

Chargements portuaires : fort repli pour la campagne 2024-2025

Le **trafic portuaire** régional 2024-2025 s'élève à 437 000 tonnes, soit -61 % par rapport aux chargements 2023-2024 (684 000 tonnes) et -642 000 tonnes par rapport au trafic moyen des 5 dernières campagnes (2019-2020 à 2023-2024).

La concurrence des pays de la mer Noire, conjuguée à la faible récolte française en céréales à paille avec une priorité donnée au marché intérieur (notamment

pour l'alimentation animale), pèse sur les volumes exportés. Entre janvier et juin 2025, 300 902 tonnes de céréales et d'oléoprotéagineux ont été chargées dans les quatre ports de la région (contre 135 800 tonnes au cours du semestre précédent). Toutefois, ce second semestre plus dynamique permet de rehausser les volumes, avec notamment des exports vers les pays de l'UE.

Les chargements 2024-2025 de **blé tendre** atteignent 156 000 tonnes (-690 000 tonnes par rapport à 2023-2024), 198 000 tonnes pour le **maïs**,

(+97 000 tonnes) et 51 000 tonnes pour le **blé dur** (-18 000 tonnes). Les principales destinations sont le Royaume-Uni (134 000 tonnes), le Portugal (118 000 tonnes) et le Maroc (54 000 tonnes), qui concentrent à eux seuls 70 % du trafic portuaire régional, qui concentrent à eux seuls 70 % du trafic portuaire régional 2024-2025.

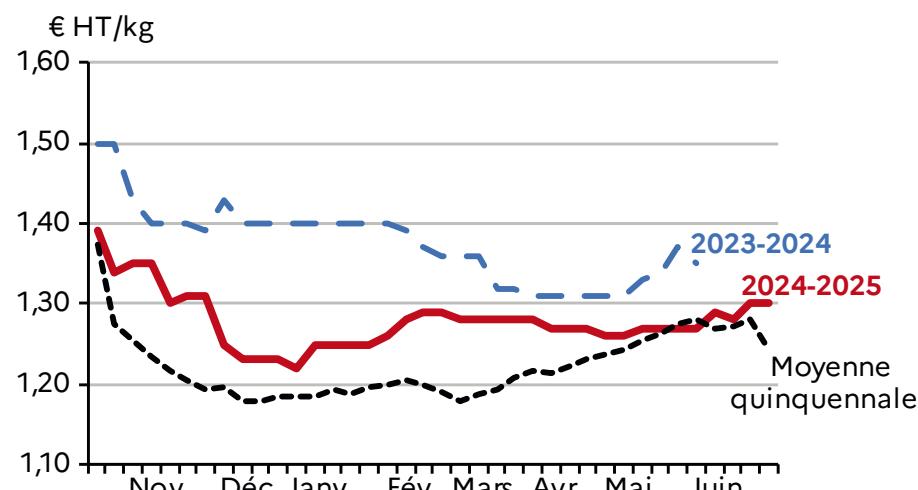
Fruits et légumes

Les prix et leurs évolutions sont établis à partir d'enquêtes menées au stade expédition, correspondant à la première mise en marché des fruits et légumes français destinés au marché national. Les centres du RNM collectent ces données auprès d'expéditeurs indépendants, de groupements de producteurs et de coopératives participant aux enquêtes quotidiennes ou hebdomadaires. Les valeurs présentées correspondent à des moyennes mensuelles.

Pomme : un commerce régulier

Après les congés d'hiver, l'activité en **pomme** reprend, permettant la relance des stations et une meilleure planification des ventes. En janvier, des actions sont menées en grande distribution pour dynamiser la consommation, notamment sur les petits calibres conditionnés en sachet. Malgré la belle qualité des produits, l'activité commerciale est à la peine avec une offre mesurée et une demande limitée. Dans ce contexte, les cours ne subissent que de rares évolutions. Les variétés Pink Lady et Jazz sont davantage plébiscitées, tandis que les Gala ou Chanteclerc profitent de hausses de prix liées à des stocks restreints. En février, les congés scolaires freinent ponctuellement les échanges et les marchés de grossistes tournent au ralenti. A la mi-mars, la demande se fait plus irrégulière face à la concurrence des fruits printaniers. La Golden, peu dynamique malgré des stocks encore conséquents, peine à s'écouler. La

Graphique 1: POMME Golden Expédition Centre-Ouest puis France à compter de la semaine 40 - Cat I 170/220g - plateau 1 rang



Source : RNM - FranceAgriMer

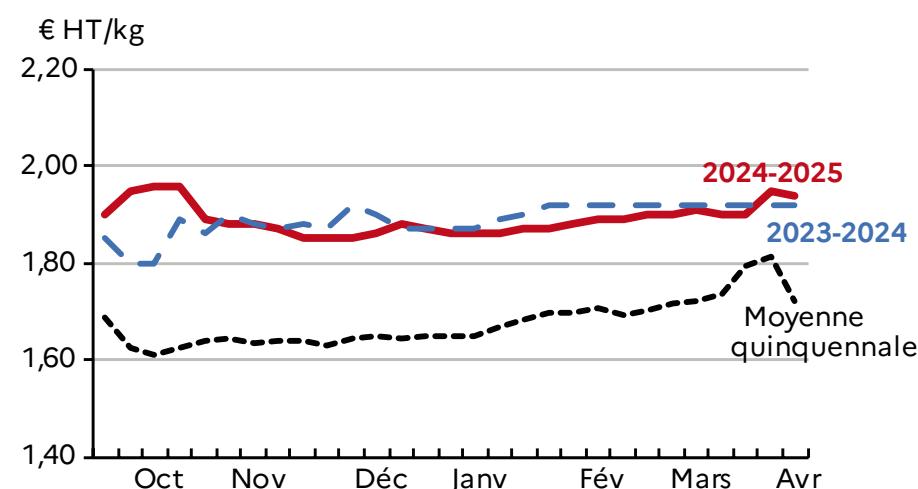
première quinzaine écourtée de mai accentue l'activité en station où le débit reste malgré tout similaire aux semaines précédentes. En juin, la météo estivale oriente les consommateurs vers les fruits

à noyaux et les disponibilités suffisent largement à satisfaire une demande moins dynamique. La campagne s'achève dans un climat serein, malgré les épisodes caniculaires de fin de mois.

Poires : des cours fermes pendant toute la campagne

Début d'année 2025, le marché de la **poire** reste bien orienté, porté par une demande régulière des centrales d'achat. L'offre française, insuffisante pour couvrir les besoins, est complétée par des poires en provenance d'Italie, du Portugal ou encore des Pays-Bas. Ces introductions ne dégradent pas les cours, qui restent fermes en janvier. Les fruits disponibles, concentrés dans le bassin Centre-Ouest, affichent une belle qualité. Les transactions à destination des marchés grossistes diminuent à l'approche des congés scolaires de février, mais la demande reste soutenue en hypermarchés et supermarchés. La campagne de la Doyenné du Comice touche à sa fin tandis que la variété Club Angys prend le relais sur les étals. Début mars, des opérations promotionnelles sont activées en magasins sans toutefois perturber les cours du marché. La

Graphique 2 : POIRE Conférence Expédition Centre-Ouest puis France à compter de la semaine 40 - Cat I 65/70 mm - plateau 1 rang



Source : RNM - FranceAgriMer

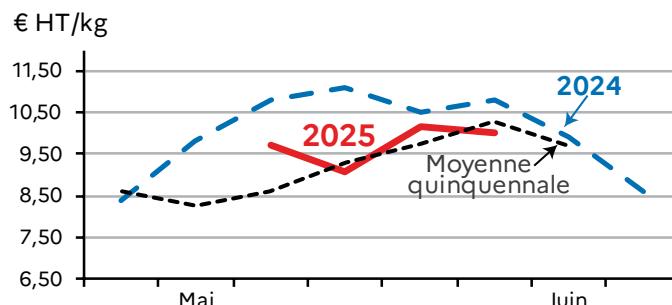
demande fléchit ensuite à mesure que les consommateurs se tournent vers les kiwis, agrumes ou fraises. La campagne s'achève fin mars, au moment où les

volumes français rejoignent ceux des autres origines.

Fraise : une activité commerciale satisfaisante

La campagne **fraise** débute fin avril dans des conditions idéales, avec une production abondante et groupée, conséquence d'un hiver peu lumineux et d'une météo clémence fin mars et début avril. La production ainsi que le commerce sont dynamiques, soutenus par des prix satisfaisants pour un début de saison. Après un pic de demande autour du 1^{er} mai, la fraîcheur des températures pèse sur la qualité et les ventes, qui demeurent néanmoins régulières sur des bases tarifaires inférieures aux années précédentes. Mi-mai, la variété gariguette commence à décliner au profit des variétés plus tardives qui atteignent leur pic de production. Début juin, elle disparaît

Graphique 3 : FRAISE Gariguette Expédition Centre-Ouest - Cat.I barq.250g



Source : RNM - FranceAgriMer

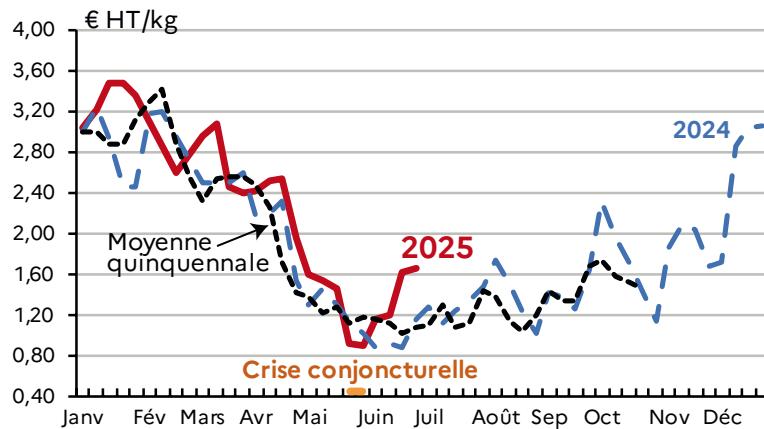
des étals au profit des fraises rondes standards ou de variétés plus gustatives. La campagne s'achève plus tôt qu'à l'accoutumée, marquée par un creux de production avant les variétés remontantes. En Sologne (majorité des volumes échangés), les prix à la

production restent élevés réduisant les marges des expéditeurs qui ne peuvent pas répercuter ces coûts d'achat élevés. Pour les autres zones, la campagne reste globalement satisfaisante, en volumes comme en prix.

Tomate : un printemps compliqué pour la tomate

La campagne 2024 de la **tomate** grappe ligérienne s'achève en janvier sur des cours fermes, portés par une concurrence étrangère limitée. Le début de campagne 2025, en mars, bénéficie d'une demande active avant que la hausse des volumes nationaux et une météo fraîche n'entraînent une nette érosion des prix. En avril, le marché reste fluide mais les disponibilités croissantes obligent à des ajustements tarifaires. En mai, la hausse de production généralisée à l'ensemble du territoire provoque une augmentation importante des stocks chez les expéditeurs ; et en l'absence de demande, la tomate (hors petits fruits)

Graphique 4 : TOMATE grappe Expédition Pays de la Loire - Cat extra colis de 10 kg



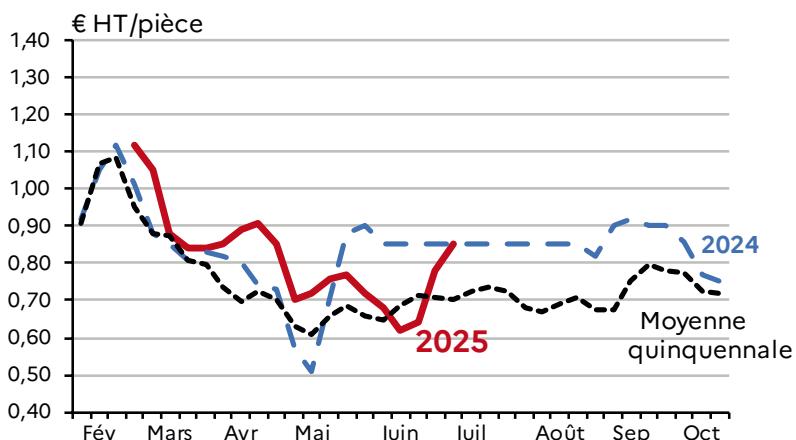
Source : RNM - FranceAgriMer

pâtit de prix anormalement bas et est déclarée en crise conjoncturelle. En juin, la chaleur relance fortement la consommation et permet un redressement marqué des cours.

Concombre : des cours météo-dépendants

La campagne de **concombre** débute en février avec les premières récoltes nantaises, puis celles du Centre-Val de Loire. Les échanges sont fluides, portés par l'absence de concurrence espagnole. Au printemps, l'offre progresse et les promotions soutiennent les ventes. Mais à Pâques (avril), la météo maussade et la concurrence européenne inversent la tendance. Après un passage difficile, la chaleur d'avril relance rapidement les ventes. Début mai, les premières cultures sont arrachées. Grâce à une météo estivale, le commerce reste actif avant de se tasser mi-mai, sous l'effet d'un temps plus frais et d'une concurrence accrue. Les prix fléchissent un temps

Graphique 5 : CONCOMBRE Expédition Pays de la Loire - Cat I cal 400-500 g colis de 12 pièces



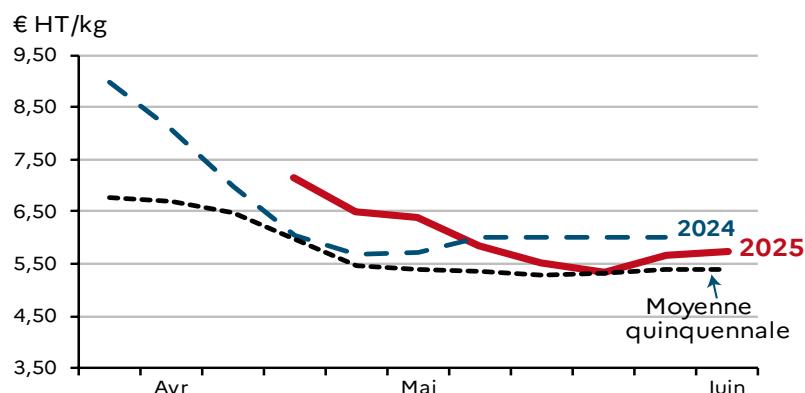
Source : RNM - FranceAgriMer

avant de repartir à la hausse avec l'arrivée précoce d'une canicule début été, qui limite la production et entretient une demande soutenue.

Asperge : une campagne marquée par la météo et la demande

L'entrée en campagne de l'**asperge** du Centre-Ouest est légèrement tardive en avril, ralentie par une météo fraîche. Avant Pâques, les ventes sont dynamiques, portées par des actions promotionnelles. Mais pendant les vacances scolaires, la fermeture partielle des collectivités et la concurrence nordique et espagnole pèsent sur les échanges. Fin avril, le retour du soleil redonne un élan au marché, avec des prix restant supérieurs à ceux de 2024. En mai, la production atteint son rythme de croisière, dominée par les gros calibres. Malgré quelques stocks, la succession de week-ends prolongés soutient la demande, au prix de concessions tarifaires. La fraîcheur de fin de mois freine toutefois les ventes ; les stocks

Graphique 6 : ASPERGE blanche Expédition Centre-Ouest - Cat I cal 16-22 mn plateau de 5 kg



Source : RNM - FranceAgriMer

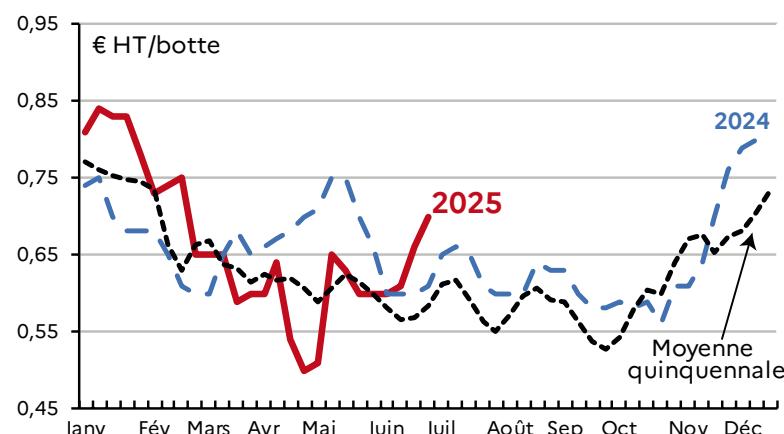
s'accumulent et la filière alerte la grande distribution pour maintenir la visibilité du produit. À l'Ascension, la production baisse et le marché retrouve un équilibre, avec de légères hausses de prix. La fin de

campagne, en juin, se déroule dans un climat calme : la demande reste mesurée, et seuls les lots de qualité se valorisent. Les autres trouvent difficilement preneur, accélérant la fermeture des parcelles.

Radis : un marché en dents de scie

Au 1^{er} semestre 2025, le marché du **radis** ligérien alterne entre offre excédentaire et difficultés de production. Après un mois de janvier porteur, la production perturbée par le froid et la concurrence en provenance des autres bassins, fragilise les cours dès février. L'abondance de l'offre et la faible demande accentuent le recul en mars et surtout en avril, marqué par des prix historiquement bas. La situation se redresse brièvement en mai, avant un net rebond en juin grâce aux fortes chaleurs.

Graphique 7 : RADIS Expédition Pays de la Loire

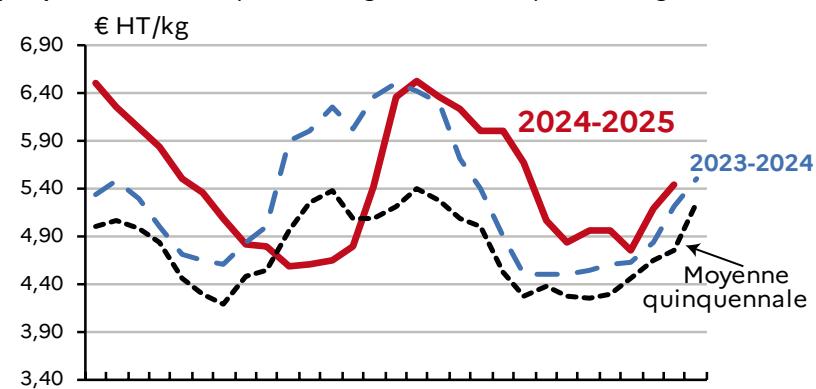


Source : RNM - FranceAgriMer

Mâche : des prix globalement soutenus

Après une fin d'année 2024 avec une demande en deçà des attentes en cette période traditionnellement consommatrice de **mâche** et des prix inférieurs à ceux pratiqués les années précédentes, la mâche nantaise (plateau) voit ses prix fortement progresser début d'année 2025 grâce à une demande post-fêtes active et une production limitée en raison d'un manque de luminosité. Dès février, face à la concurrence provençale - plus abondante et moins chère - et une consommation faible, les cours reculent mais restent malgré tout encore supérieurs aux moyennes passées. En mars, les ventes stagnent, générant destructions et pressions baissières, bien que les niveaux restent toujours

Graphique 8 : MÂCHE Expédition région nantaise - plateau 1 kg



Source : RNM - FranceAgriMer

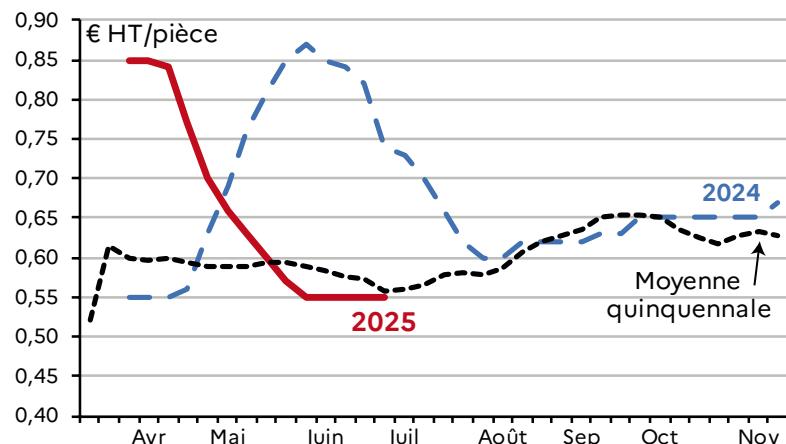
au-dessus de 2024. En avril, la campagne s'achève avec des prix raffermis par la baisse des volumes, mais un bilan contrasté marqué par la concurrence et une demande atone. Pour le

conditionnement barquette, la forte contractualisation du marché implique des prix quasi stables sur l'ensemble du semestre, avec un prix moyen autour de 0,75-0,80 € HT/barquette.

Salade : une offre abondante stimulée par une météorologie favorable

Après un hiver peu lumineux accompagné d'une pluviométrie excessive, ne favorisant pas la mise en place des cultures et leur développement, la production ligérienne de **salades** démarre avec du retard sur un marché très peu concurrencé par les laitues d'hiver en provenance du bassin méditerranéen. Dès le début avril, le retour précoce d'une météorologie plus ensoleillée et la persistance des derniers lots en provenance du sud de la France pèsent sur les niveaux de prix des salades locales. Après Pâques, avec des conditions climatiques qui deviennent estivales, ainsi que l'amélioration du photopériodisme, l'offre nationale devient abondante. Cette tendance se poursuit au fil du printemps. Avec une cette concurrence accrue entre les différents bassins de production

Graphique 9 : BATAVIA Expédition Centre-Ouest - Cat I colis de 12



Source : RNM - FranceAgriMer

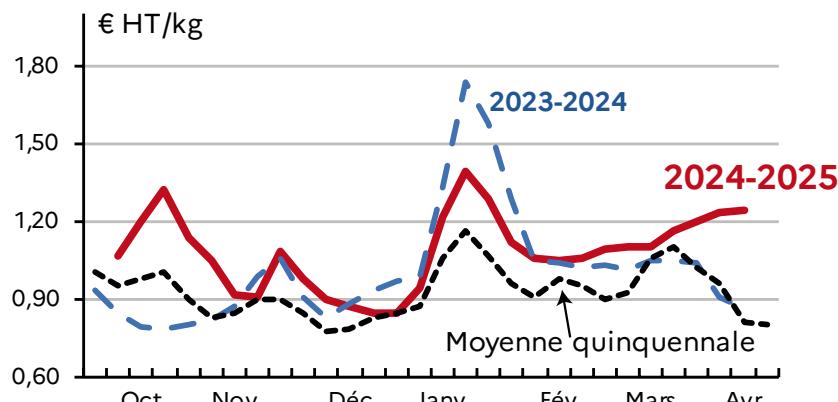
et une présence non négligeable des jardins familiaux, le marché tombe dans la morosité, obligeant les opérateurs à des destructions au champ relativement conséquentes de produits en sur maturité. En toute fin de printemps, la vague de chaleur avec des températures

caniculaires nécessitant des broyages au champ conséquents de salades en sur maturité ou sujet à la montaison ne suffit pas à inverser la tendance. Dans un marché tendu, les cours conservent un niveau nettement inférieur à la précédente saison.

Poireau : une campagne marquée par de faibles rendements

Au premier semestre, la seconde partie de la campagne du **poireau** du Centre-Ouest se met en place. En début d'année, la forte pluviométrie rend les conditions de travail beaucoup plus difficiles en région et dans le reste de l'Hexagone. La demande en poireaux ne cesse de croître, et leurs prix, à l'instar des marchés directeurs, sont régulièrement revus à la hausse. Les promotions s'enchaînent et les prix négociés continuent d'augmenter. Par la suite, la douceur climatique et le début des vacances scolaires freinent la consommation. Hormis la mise en place de quelques promotions, les concessions de prix se pratiquent sans apporter plus de force commerciale, face à une demande irrégulière. Fin février, la campagne s'achève prématurément. Par ailleurs, avec les pluies continues

Graphique 10 : POIREAU Expédition Centre-Ouest - cat I cal 20-40 mm colis de 10 kg



Source : RNM - FranceAgriMer

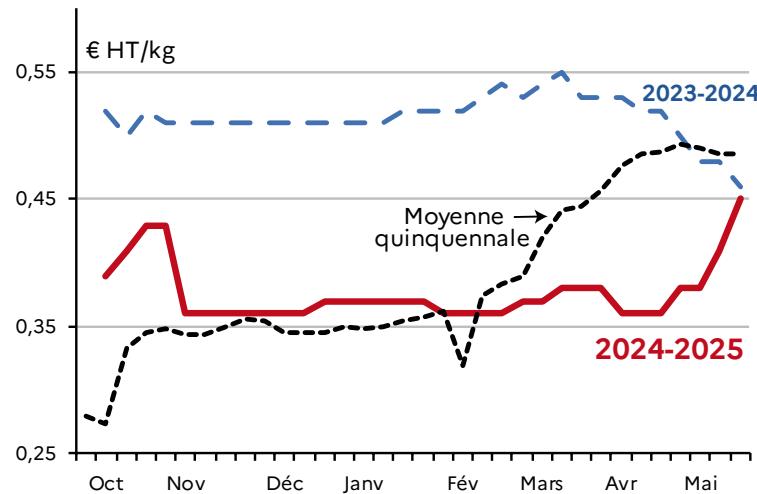
qui engendrent des conditions de travail difficiles, les prix négociés sont revalorisés. Les promotions déclinent comme la demande qui reste toutefois en phase avec l'offre. En avril, la fin de la campagne se confirme avec une qualité hétérogène. Le marché perd de son élan

et devient instable au quotidien. La fin de la campagne est annoncée atypique avec des augmentations tarifaires régulières. La campagne 2024-2025 a été marquée par des rendements bien inférieurs à la normale et cela, tout au long de la période.

Alliums : des cours bas en oignon jaune

Dès le début d'année, les stocks d'**oignons jaunes** non réfrigérés sont écoulés progressivement. A l'ouverture des chambres réfrigérées, une attention toute particulière est apportée sur la qualité et la capacité du produit à se conserver. Les oignons de petit calibre sont fortement représentés dans les lots et les opérateurs craignent de manquer de produits pour couvrir l'ensemble de la saison. Sur le premier semestre 2025, les stocks s'avèrent suffisants pour répondre à la demande, compte tenu du faible dynamisme du commerce. En grande distribution, les consommateurs ne sont pas au rendez-vous et sur le marché des grossistes, la concurrence des Pays-Bas (qui pratiquent des prix agressifs) est toujours fortement ressentie. Il en résulte que malgré des coûts de production supérieurs, les prix stagnent pendant la majeure partie de la période. Cependant, fin avril, la concurrence hollandaise s'estompe et permet aux cours et aux volumes échangés sur le marché grossiste de progresser jusqu'à la fin de la campagne à la mi-mai.

Graphique 11 : OIGNON jaune Expédition Centre-Ouest - cat I 60-80 mm filet 10 kg



Source : RNM - FranceAgriMer

Compte-tenu du disponible limité en **échalote**, les opérateurs doivent réguler les ventes pour pouvoir garantir un approvisionnement de leurs lignes commerciales jusqu'à la fin de la campagne. Alors que les cours sont déjà bien supérieurs à ceux de l'an dernier, l'augmentation, régulière depuis le début de campagne, s'accentue à partir du mois de février. La rareté de produits de belle qualité et surtout une envolée des prix à la production de l'échalote en

début d'année expliquent cette forte progression. A la fin de la cotation, mi-mai, le cours moyen atteint le double de celui de l'an dernier.

Fleurs

Muguet : une production stable

Les premières phases de récolte du **muguet** ont débuté le 18 avril dans les Pays de la Loire sur les parcelles les plus précoces, principalement de 4 à 5 ans. Les plants présentent un développement globalement homogène, avec des brins bien allongés, des clochettes dégrappées et des feuilles vertes, renforcées par l'ensoleillement récent. Certains opérateurs notent toutefois des brins un peu plus courts qu'à l'accoutumée. Les cultures de

3 ans restent plus hétérogènes, avec des zones clairsemées liées aux excès d'humidité des deux dernières années, qui ont fragilisé les griffes. Concernant les cultures en pots, la situation est favorable avec des plants bien verts avec un stade de développement satisfaisant.

Le démarrage des coupes coïncide avec la période de vacances scolaires, facilitant le recours à la main-d'œuvre saisonnière. Les quelques pluies

ralentissent cependant le rythme des cueillettes, suspendues en cas d'intempéries pour préserver la qualité des brins.

Sur la campagne 2025, la production régionale s'établit à près de 27 millions de brins et plus de 2 millions de pots.

Viticulture

Récolte : un millésime 2025 proche des références moyennes

Le **millésime 2025** s'annonce plus favorable que celui de 2024, marqué par une pression sanitaire record et des rendements historiquement faibles dans l'appellation Muscadet. Les conditions climatiques ont permis le développement vigoureux de la vigne, malgré le manque de pluie marqué depuis le début de l'année. A la fin juin, l'absence d'humidité dans les parcelles permet d'avoir un état sanitaire du vignoble remarquable, avec une absence de mildiou ou d'oïdium. En prévision de l'été sec et chaud annoncé par Météo France, les viticulteurs ont adapté le taillage, laissant notamment davantage de feuillage.

Pour le **Pays Nantais et le vignoble d'Anjou-Saumur**, les prévisions de récolte indiquent des rendements proches des moyennes quinquennales. Ainsi, malgré des estimations moyennes, ce millésime serait économiquement positif ; l'excellent état sanitaire limitant les besoins en traitements et réduisant ainsi le coût des intrants. Il convient toutefois de rester prudent sur ces premières données, le poids des grappes

pouvant être limité en cas de sécheresse persistante. Idem pour les conséquences des maladies cryptogamiques, si l'été s'avère être humide.

Du côté des surfaces, selon les premières prévisions, la baisse de la surface totale en production du vignoble nantais se poursuit pour ce millésime 2025 (-3 %). Cette érosion s'explique par un contexte économique tendu, marqué par des arrachages dans le Muscadet, des cessations d'activité non reprises et une pression foncière accrue liée à l'urbanisation. Vignoble ancien, le bassin nantais souffre d'un manque d'investissements dans le renouvellement des parcelles. À l'inverse, le vignoble d'Anjou-Saumur affiche une plus grande vitalité : la surface totale en production y reste stable (autour de 20 000 ha) avec plus de la moitié des vignes de moins de 30 ans.

Achats du négoce : les vins rosés résistent, baisse pour les blancs et effervescents

Au 30 juin, les **achats du négoce** (en volume) divergent selon les couleurs et appellations du vignoble du Pays Nantais et d'Anjou-Saumur. Les vins

rosés affichent de belles performances avec +18 % pour le Cabernet d'Anjou (179 368 hl), +7 % pour le Rosé de Loire (16 337 hl) ou encore +2 % pour le Rosé d'Anjou (51 106 hl). Pour les blancs, les volumes accusent une nette régression avec -56 % pour le Muscadet AC (20 343 hl) et -23 % pour le Muscadet Sèvre et Maine sur Lie (57 651 hl). Le Muscadet Sèvre et Maine progresse toutefois de +50 % (17 070 hl), tout comme l'Anjou Blanc (+3 %, 2 947 hl). Les effervescents ne sont pas épargnés, avec des volumes en baisse pour le Saumur fines bulles (-9 %, 65 063 hl) et le Crémant de Loire (-4 %, 133 965 hl). Selon les derniers chiffres de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin (OIV), les achats de vin mondiaux ont diminué de 3,3 % en 2024 par rapport à 2023 (214,2 millions d'hectolitres) et l'Europe (-2,8 %) ainsi que la France (-3,6 %) suivent également cette tendance.

Tableau 5 : situation des Marchés au 30 juin 2025 - Achats du négoce

Observatoire Economique du Val de Loire

Situation des Marchés au 30 juin 2025

Achats du Négoce

	MOIS			CAMPAGNE				
	Volumes (hl) (1) <u>Tous produits</u>	Volumes (hl) <u>Vrac uniquement</u>	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Volumes (hl) (1) <u>Tous produits</u>	Evol des volumes totaux A-1	Volumes (hl) <u>Vrac uniquement</u>	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Evol des prix du vrac A-1
Anjou Blanc	136	NS	NS	2 947	+3%	969	184,46 €	-12%
Anjou Rouge	176	168	NS	3 626	+9%	2 629	177,33 €	-3%
Bourgueil Rouge	1 292	1 287	189,10 €	22 437	+%	21 624	187,46 €	-1%
Cabernet d'Anjou	2 056	1 958	143,12 €	179 368	+18%	116 476	142,27 €	-19%
Chinon Rouge	1 305	869	235,86 €	30 322	+3%	22 232	232,49 €	-5%
Coteaux du Layon	605	594	358,98 €	13 973	+26%	10 782	358,86 €	-1%
Crémant de Loire	4 951	4 677	207,28 €	133 965	-4%	65 505	201,81 €	-2%
Gros plant	NS	NS	NS	3 370	+55%	3 370	118,85 €	-16%
Gros plant Sur lie	NS	NS	NS	3 770	-47%	582	136,28 €	-4%
IGP Val de Loire Blanc Sauvignon	745	740	120,84 €	41 959	-28%	20 225	125,76 €	-7%
IGP Val de Loire Blanc Chardonnay	420	420	123,10 €	18 767	-30%	9 981	120,51 €	-6%
IGP Val de Loire Blanc Autres blancs	532	413	139,16 €	13 395	+6%	7 826	125,80 €	-12%
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Gamay noir	NS	NS	NS	2 530	-36%	1 826	91,65 €	+17%
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Autres	602	554	110,83 €	14 519	-24%	5 207	115,15 €	+5%
Muscadet AC	695	675	174,87 €	20 343	-56%	16 665	172,95 €	+18%
Muscadet Sèvre et Maine	671	573	197,77 €	17 070	+50%	16 882	183,12 €	+9%
Muscadet Sèvre et Maine Sur lie	3 728	2 780	198,49 €	57 651	-23%	29 390	186,16 €	+4%
Rosé d'Anjou	1 908	1 858	NS	51 106	+2%	24 986	136,77 €	-10%
Rosé de Loire	708	708	116,94 €	16 337	+7%	6 741	121,01 €	-5%
Saumur Blanc	278	NS	NS	4 384	+13%	2 137	213,27 €	+2%
Saumur Champigny	2 173	1 725	222,84 €	19 950	+25%	16 567	227,29 €	-6%
Saumur fines bulles	377	220	198,18 €	65 063	-9%	28 595	172,86 €	+%
Saumur Rouge	NS	NS	NS	2 023	+18%	1 379	206,03 €	+7%
St Nicolas de Bourgueil Rouge	1 833	1 733	277,51 €	30 506	+6%	28 277	274,96 €	+2%
Touraine Blanc	5 064	4 442	205,81 €	76 741	+6%	45 794	198,06 €	-8%
Touraine Rosé	19	NS	NS	3 620	-12%	2 536	116,70 €	+2%
Touraine Rouge	291	286	132,46 €	14 502	+28%	11 740	122,55 €	-7%
Vouvray tranquille	515	240	377,80 €	26 050	+3%	20 045	274,63 €	+%
Vouvray fines bulles	911	430	266,40 €	19 917	+10%	10 688	222,73 €	-1%
VSIG Blancs								
VSIG Rouges								
VSIG Rosés								

(1) Volume total (ensemble des vins + raisins + moûts)

(2) vin en vrac (sous contrat à prix fixe pour l'Anjou-Saumur-Touraine)

ND : non disponible

NS = Non significatif (si <3 contrats sur la période)

- = Pas de contrats sur cette période


FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

INTER
Loire
INTERPROFESSION
DES VINS DE LOIRE

Source : Observatoire Economique du Val de Loire

Indice des Prix d'Achat des Moyens de production Agricole (IPAMPA)

Le prix des intrants augmente très légèrement

Au premier semestre 2025, l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) progresse légèrement (+0,3 %) par rapport au second semestre 2024, mais recule de 0,5 % en glissement annuel. Malgré ce repli, les coûts des intrants restent élevés, se maintenant à +24,8 % en fin du semestre par rapport à la moyenne de 2020, mais retrouvent un niveau légèrement en dessous de celui atteint au moment du déclenchement du conflit en Ukraine à partir de mars.

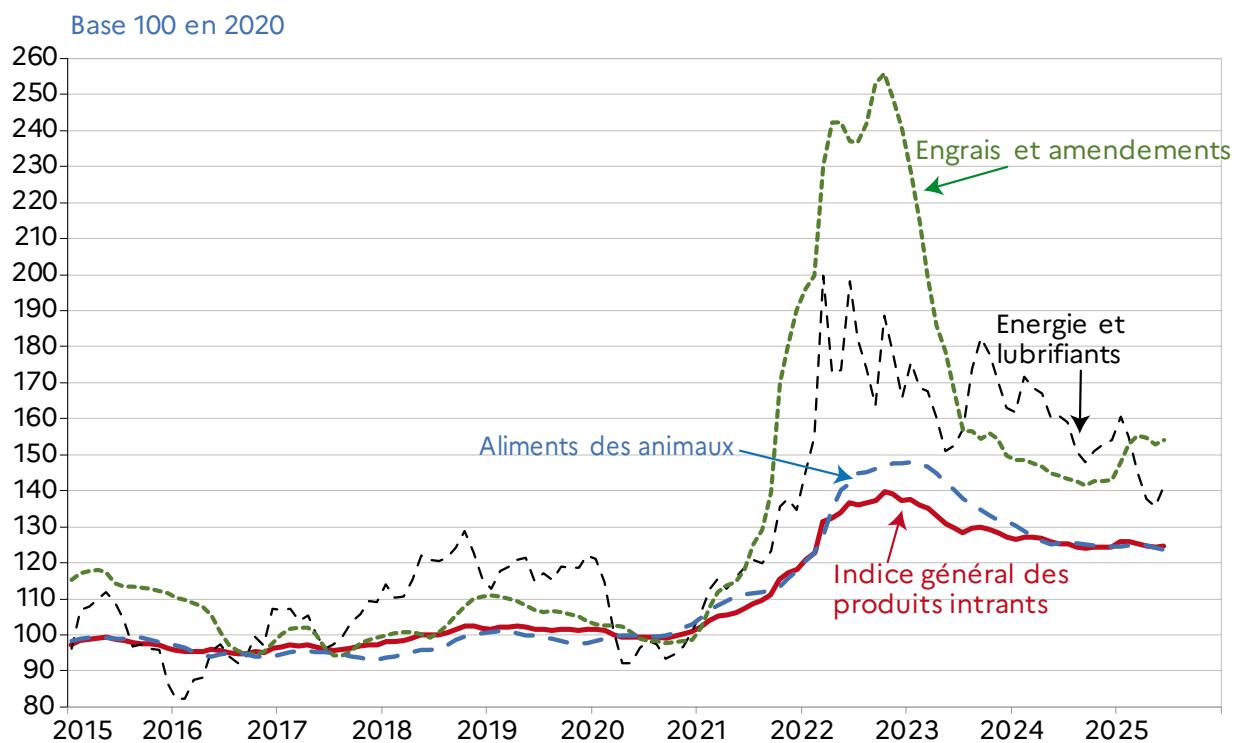
L'indice « énergie et lubrifiants » baisse de -8,2 % par rapport au semestre précédent et de -12,0 % sur un an, porté par la diminution des prix pétroliers (le cours du Brent passant en moyenne de 79,27 \$/baril en janvier à 71,35 \$/baril en juin), et en fin de semestre, par la surproduction électrique (prix de gros bas) et la baisse du gaz.

En revanche, les prix des engrains et amendements progressent nettement

au cours de ce semestre (+7,8 %). L'alimentation animale se replie légèrement sur le semestre (-0,7 %), affichant un recul de 1,4 % en un an. Ce mouvement s'explique notamment par la chute des prix des céréales et des tourteaux (-6 % sur un semestre).

Enfin, le prix des biens d'investissements (matériel, ouvrage) est plus élevé sur ce premier semestre (+1 %) et de +1,2 % sur un an.

Graphique 12 : indice des prix d'achat des moyens de production agricole France (2015 – 1^{er} semestre 2025)



Source : Insee - Agreste

Productions animales

L'offre en **bovins** s'érode dans la région, en France et à l'échelle européenne. Le cheptel régional recule de 41 000 bovins au cours du premier semestre 2025 dont 12 355 vaches. L'engraissement de jeunes bovins est certes porté par une conjoncture tarifaire favorable, mais les disponibilités sont impactées par le recul du cheptel reproducteur et par les conséquences d'un contexte sanitaire défavorable (FCO et MHE : baisses des naissances, de la production, mortalités). Les abattages régionaux de gros bovins traduisent cette situation avec un retrait de près de 9 % au cours du semestre, plus marqué encore pour la catégorie vaches (-15 %/2024). Parallèlement, la consommation française de viande bovine fléchit, contrainte notamment par la hausse des prix au détail (+3 %). La baisse des abattages n'a pas été compensée par plus d'imports (-2,2 %). Si parallèlement les exports de viande bovine progressent (+5 %/2024), les exports d'animaux d'élevage (notamment les broutards les plus lourds) pâtissent eux-aussi d'un manque de disponibilités. A partir du 25 juin, les premiers foyers de DNC (dermatose nodulaire contagieuse) sont repérés en Italie puis dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie. Les premières mesures de protection et de restrictions sont mises en œuvre en toute fin de semestre.

Bovins mâles de 8 à 24 mois : une offre limitée et des cours qui grimpent

L'offre en **jeunes bovins** est en fort recul dans toute l'Europe, faute de disponibilités en broutards, de mises en place insuffisantes en 2024 et du contexte sanitaire défavorable (FCO, MHE). Grâce à un premier trimestre assez dynamique, les volumes régionaux d'abattages de jeunes bovins mâles (JBM) enregistrés au cours de ce premier semestre 2025 (29 000 tonnes équivalent-carcasse - TEC, près de 67 400 têtes) n'affichent qu'un retrait limité (-2,5 %) par rapport à la même période de 2024 et à la moyenne quinquennale 2020-2024 (-1,3 %). Un fléchissement des volumes abattus dans la région est toutefois constaté en mai

et juin. Les poids moyens mensuels des carcasses sont élevés (souvent supérieurs à 430 kg). Au cours du semestre, la progression des cours est continue. Fin juin (semaine 26), les cotations grand ouest des catégories JB viande U, viande R et Mixte O atteignent respectivement les valeurs de 6,6-6,45 et 6,2 €/kg net.

Vaches : une offre limitée, des abattages en recul et des cotations qui progressent

Les disponibilités en **vaches** de réforme sont toujours ralenties en Europe du fait de la réduction structurelle des cheptels. Les abattages régionaux de vaches enregistrés au cours du premier semestre 2025 (32 500 tonnes équivalent-carcasse - TEC dont 20 200 TEC pour les vaches laitières) sont en nette diminution, pour les vaches laitières (-14 % / 2024) et plus encore pour les vaches allaitantes (-17 %). Les poids moyens sont élevés pour les vaches laitières (330 kg voire plus certains mois). En revanche, les vaches allaitantes sont un peu plus légères qu'habituellement. Les cotations entrée abattoir continuent de grimper assez régulièrement au cours du semestre, pour l'ensemble des catégories (viande, mixte ou lait).

Broutards : des disponibilités limitées soutiennent les cotations

Moins active au cours du premier semestre 2025, la diffusion des sérotypes responsables de FCO (fièvre catarrhale ovine) pèse néanmoins sur les naissances et donc sur les effectifs de **veaux** et de **broutards** disponibles (infertilité des vaches et taureaux, avortements...). Si au cours du semestre, les exports de broutards se révèlent assez dynamiques vers le Maroc, ils se réduisent vers la Tunisie et l'Italie. En toute fin de semestre, la demande italienne est perturbée par la découverte d'un premier foyer de DNC (dermatose nodulaire contagieuse) en Lombardie et par l'impact des températures élevées. Les mouvements de broutards vers l'Espagne se sont en revanche étoffés. Ces éléments contribuent au fléchissement des cours en toute fin de

semestre, mais les cotations demeurent à un niveau nettement supérieur à celui des années précédentes.

Veaux de boucherie : de moins en moins abattus dans la région Pays de la Loire

Avec la fermeture de l'abattoir des Herbiers, les abattages régionaux de **veaux** ont fortement diminué depuis juin 2024 (40 à 65 tonnes équivalent-carcasse - TEC - par mois contre 200 à 300 TEC mensuelles auparavant). Les veaux de boucherie produits dans la région Pays de la Loire sont donc de moins en moins abattus dans leur région de production. A l'échelle nationale, les abattages de veaux sont également orientés à la baisse au cours du premier semestre (-6,3 %/2024). Dans un contexte d'érosion progressive de la production (régionale et nationale), les cotations relevées en 2025 sont supérieures à celles des années passées, pour l'ensemble des catégories suivies. Une période de baisse saisonnière est toutefois observée à partir du mois de mai (semaines 19-20), avant une stabilisation fin juin-début juillet, à un niveau toujours supérieur à celui des années précédentes.

Ovins : une faible demande et une baisse des cotations, assez marquée après la période de Pâques

Au cours du premier semestre 2025, la production nationale d'**ovins** abattue est en repli de 8,1 % par rapport au premier semestre 2024, malgré des carcasses plus lourdes. Depuis la fin 2024, les données indiquent qu'indépendamment des volumes produits, les abattages d'ovins réalisés dans la région sont en forte chute (10-30 tonnes équivalent-carcasse - TEC - par mois en 2025 contre plusieurs centaines de TEC par mois auparavant). Pour les cinq premiers mois de l'année 2025, le recul de consommation évalué par bilan est de -2,6 %. Si l'offre française diminue de nouveau cette année, la hausse des importations de viande ovine, en provenance du Royaume-Uni notamment, ainsi qu'une consommation en retrait, pèsent finalement sur les prix entrée abattoir. Ainsi, après le pic annuel

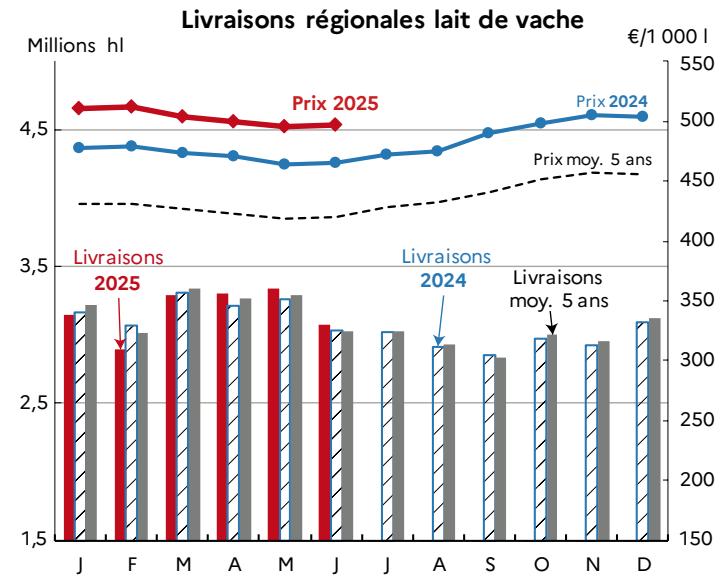
observé tous les ans à l'approche de Pâques (semaine 16 en 2025), les prix (toujours supérieurs à ceux des années passées) passent sous la barre des 10 €/kg fin juin (semaine 26), pour se rapprocher fin juillet des valeurs de 2024.

Lait de vache : stagnation de l'offre et embellie tarifaire

Au premier semestre 2025, la **production laitière** ligérienne recule légèrement (-0,1 % sur un an), une baisse plus contenue que celle observée au niveau national (-0,6 %). Bien que la région des Pays de la Loire soit moins affectée que d'autres, les conséquences de la fièvre catarrhale ovine (FCO) et de la maladie hémorragique épizootique (MHE) se font ressentir durement dans les élevages, pesant sur la productivité et la fécondité du cheptel. Le nombre d'entrées de génisses dans les troupeaux reste en retrait, accentuant le repli. Les conditions hivernales qui perdurent jusqu'en mars, avec une portance des sols moindres dans les prés, retardent par endroit la mise à l'herbe des vaches. Le printemps a ensuite soutenu la pousse de l'herbe, jugée satisfaisante, jusqu'à ce que la sécheresse de juin dégrade les pâturages. Dans ce contexte de tension sur l'offre, les prix se raffermissent sur le premier semestre : en Pays de la Loire, le prix moyen payé au producteur est de 503 €/1 000 l (+6,8 % sur un an), contre 510 €/1 000 l au niveau national (+6,4 %, sur un an).

La collecte de **lait biologique** en Pays de la Loire reste orientée à la baisse (-1,8 % en Pays de la Loire, -6,4 % au niveau national). Les élevages bio, davantage dépendants des fourrages, pâtissent également des épizooties (FCO, MHE) et des problématiques liées à la pousse de l'herbe en sortie d'hiver. Cependant, le recours accru aux concentrés - dont les prix se replient légèrement - permet de maintenir un niveau de lactation satisfaisant. Malgré une amélioration du prix payé (+4,3 % en Pays de la Loire, soit 508 €/1 000 l entre le premier semestre 2024 et 2025 /+4,5 % au national, soit 516 €/1 000 l), la filière bio reste confrontée à une réduction progressive de ses cheptels et à la réduction de l'écart de valorisation avec le lait conventionnel.

Graphique 13 : prix moyen du lait et livraisons des producteurs de la région par campagne laitière



Source : EML - SSP - FranceAgriMer

La quasi-stagnation de la production laitière française entre le premier semestre 2024 et 2025 freine la fabrication de **produits laitiers**. Les industriels privilégient le beurre et le fromage, au détriment d'autres produits dont les volumes reculent. La bonne tenue des cours mondiaux du beurre encourage cette orientation. Dans le bio, la fabrication décline pour la plupart des catégories, à l'exception du beurre, soutenu par une demande intérieure plus dynamique. En effet, les achats des ménages pour les produits bio se redressent légèrement depuis le début de l'année 2025 et laisse augurer une reprise de la consommation.

En cumulé depuis janvier 2025, la **production européenne** de lait est stable sur un an. Néanmoins, le niveau de collecte est très hétérogène entre pays membres. Sur les cinq premiers mois de l'année, il oscille entre -2 % pour la collecte allemande et +8 % pour celle de l'Irlande, par rapport à 2024. Sur le **plan international**, la production laitière retrouve de la vigueur avec une amélioration des volumes collectés aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande. En revanche, la production australienne est toujours à la peine en raison de conditions météorologiques défavorables depuis le début de l'année.

Lait de chèvre : premier semestre 2025 atone

En Pays de la Loire, la production de **lait de chèvre** recule de 2,1 % entre les premiers semestres 2024 et 2025, dans un contexte de baisse généralisée au niveau national (-3,5 %), touchant l'ensemble des grands bassins. Les lactations du début d'année ont été pénalisées par l'utilisation dans les rations des stocks de fourrages de moindre qualité issus des récoltes 2024. A partir d'avril, l'accès aux récoltes d'herbes de printemps, plus qualitatives, dynamise la production, même si des disparités régionales persistent selon la pousse et la disponibilité de l'herbe. Au second trimestre, la collecte de certains bassins de production, dont les Pays de la Loire, est en hausse sur un an. Le nombre de livreurs reste toutefois inférieur à celui de 2024, malgré une hausse saisonnière à l'approche du pic de collecte.

Sur les six premiers mois de l'année, le prix moyen payé au producteur atteint 917 €/1 000 l en Pays de la Loire, en très légère hausse (+0,46 % sur un an), une évolution similaire à celle observée au niveau national (888 €/1 000 l, +0,40 %). La production de **lait biologique**, tant régionale que nationale, est toujours en difficulté avec un recul marqué des livraisons par rapport au premier trimestre 2024.

La fabrication de produits laitiers caprins est globalement soutenue depuis le début de l'année 2025. La consommation des ménages dans les GMS se maintient sur ces produits, malgré des disparités selon les catégories et les marques. Les yaourts, le lait fermenté et les fromages ultra-frais sont plébiscités. Pour faire face à cette demande, les industriels compensent la faiblesse des disponibilités par des importations qui sont en progression sur le premier semestre par rapport à celui de 2024. Dans le secteur des fromages de chèvre bio, la situation est toujours préoccupante avec un nouveau recul marqué des volumes d'achats sur la période.

Porcins : cours favorables mais activité atone

Le cours du **porc** augmente durant le semestre. La cotation porcine (cation entrée abattoir, classe S, TMP $\geq 60\%$, Centre Ouest) ouvre le semestre à 1,95 €/kg et le ferme à 2,09 €/kg. Le cours moyen du premier semestre s'établit à 1,99 €/kg, c'est 3,6 % en-dessous du cours du même semestre 2024 mais 4,1 % au-dessus de la moyenne quinquennale 2020-2024. La remontée des cours du porc s'observe dans la plupart des pays européens.

La consommation totale de porc en volume (calculée par bilan) augmente de 2 % par rapport au premier semestre 2025. La consommation des ménages à domicile (Panel Kantar) en volume connaît une embellie pendant ce semestre, comparée au premier semestre 2024 : +2,7 % pour le porc frais (sur 7 mois) et -0,1 % pour la charcuterie (dont +0,6 % pour les jambons).

Les tonnages de viandes de porc charcutier abattus (en tec) sur le premier semestre 2025 par rapport au premier semestre 2024, diminuent sur la région Pays de la Loire (-3,1 %) mais restent stables sur la France (+0,2 %) et sur la Bretagne (+0,4 %). Comparé au semestre précédent, les abattages sont stables sur la région des Pays de la Loire (+0,4 %), sur la Bretagne (-0,4 %) et sur la France (-0,1 %). Les poids des porcs s'allègent au fil du semestre.

Sur les six premiers mois de 2025 comparés à ceux de 2024, les

exportations de viandes porcines et préparées en volume de la France ont été en recul de 2,5 %, dont -4 % vers l'UE. En revanche, les importations de viandes porcines et préparées de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont progressé de 4,5 %. Le solde commercial est déficitaire en volume pour le premier semestre 2025 et ce déficit se creuse par rapport au premier semestre 2024 (-20 kilos tonnes équivalent carcasse - ktec).

Selon l'IPAMPA France entière, les coûts des intrants augmentent au cours de ce premier semestre 2025, de +0,3 % par rapport au second semestre 2024 mais s'établit en dessous de 0,5 % en glissement annuel. Les prix de l'aliment porcin croissent de 1,1 % au cours du semestre, soit -0,5 % depuis un an. Les coûts des engrains et amendements flambent de 7,8 % au cours du semestre, soit +6,7 % depuis un an. La marge brute des éleveurs nasseurs engrangeurs augmente de 20,1 % au cours du semestre pour atteindre 2 044 €/truite/an au mois de juin 2025.

Aviculture : hausse des abattages de poulets et de dindes, mais forte baisse pour les canards

Les abattages de volailles sont globalement stables sur le premier semestre 2025 et sont supérieurs de 1 % (en poids) par rapport au même semestre de l'année précédente.

Les **poulets** représentent 71 % du poids des volailles abattues au premier semestre 2025. Par rapport au premier semestre 2024, 6 % de poulets sont abattus en plus.

Les **dindes** comptent pour 16 % du poids des volailles abattues au premier semestre 2025. Les abattages de dindes connaissent une hausse de 5 % entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025.

Les **canards** représentent 10 % du poids des volailles abattues au premier semestre 2025. Les abattages des canards sont en baisse marquée. L'abattage de canards est réduit de 23 % entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025.

Enfin, les **pintades**, 3 % du poids des volailles abattues au premier semestre 2025, connaissent une baisse modérée des abattages au premier semestre 2025 : -7 % par rapport au premier semestre 2024.

Le **coût des aliments** est en baisse pour toutes les espèces avicoles. Il baisse de 5 % entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025 pour les poulets standard. Le prix à la production des volailles reste cependant au même niveau entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025. La cotation sur le marché de Rungis des poulets prêts à cuire standard est en hausse de 10 % entre les premiers semestres 2024 et 2025.

Œufs : envolée du prix des œufs

Le prix à la production des **œufs** s'envole, atteignant un niveau jusqu'alors inédit, gagnant 21 % entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025. De même, le prix de gros des œufs monte de 22 % entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025. Cette hausse s'explique par une demande soutenue face à une offre contrainte. Cette hausse se répercute en partie jusqu'au consommateur final. Ainsi, le prix des œufs au détail augmente en moyenne de 5 % entre les premiers semestres 2024 et 2025 (prix de la boîte de 6 œufs sans label).

Cuniculture : réduction du nombre de lapins

La filière cunicole recule sur la période. Les abattages de **lapins** diminuent de 11 % entre les premiers semestres 2024 et 2025. En parallèle, le coût des aliments baisse de 8 %, allégeant partiellement les charges des éleveurs. Le prix moyen payé à la production reste quant à lui stable sur la même période.

Commerce extérieur régional

Au 1^{er} semestre 2025, le solde commercial agricole et agroalimentaire est globalement négatif : le solde commercial est positif pour les produits agricoles bruts, mais négatif pour les produits transformés.

Au 1^{er} semestre 2025, l'export **agricole et agroalimentaire** diminue de 3 % par rapport au 1^{er} semestre 2024. Il représente 17 % des exportations régionales, réparti en produits agricoles bruts pour 23 % et en produits transformés pour 77 %. En comparaison, l'import agricole et agroalimentaire augmente de 9 % par rapport au 1^{er} semestre 2024. Il représente 15 % des importations régionales. Il se répartit en 18 % de produits agricoles bruts et 82 % de produits transformés. En conséquence, le solde commercial agricole et agroalimentaire est négatif sur ce semestre. Ainsi au 1^{er} semestre, les exports ne couvrent que 89 % des imports, comme au semestre précédent.

Les exportations des **produits agricoles bruts** sont en baisse de 22 % par rapport au 1^{er} semestre 2024. L'export de légumes et melons est en baisse (-5 % au 1^{er} semestre). Il représente 25 % des montants exportés de produits agricoles bruts. L'export de volailles vivantes et œufs est en baisse (-8 % au 1^{er} semestre). Il compte pour 11 % des exports. L'export de fruits à pépins et à noyau est en diminution (-10 % au 1^{er} semestre). Il pèse pour 8 % des exportations. L'export de céréales et oléagineux est en très forte baisse (-43 % au 1^{er} semestre). Il représente 35 % des exports de produits agricoles bruts. Au 1^{er} semestre 2025, les produits de la culture et de l'élevage comptent pour 4 % de l'ensemble des produits exportés des Pays de la Loire. De leur côté, les importations des produits agricoles bruts sont en hausse (+7 %). L'import de céréales et oléagineux est en forte augmentation (+73 % au 1^{er} semestre). Il représente 33 % des imports de produits agricoles bruts. L'import de volailles vivantes et œufs est en très forte hausse (+70 % au 1^{er} semestre). Il représente 13 % des imports. L'import de plants est aussi en hausse (+10 % au 1^{er} semestre). Il compte pour 13 % des imports. L'import de légumes et melons est en baisse (-23 % au 1^{er} semestre). Il compte pour 14 % des imports. Au 1^{er} semestre 2025, les produits de la culture et de l'élevage comptent pour 3 % de l'ensemble des produits importés des Pays de la Loire.

En conséquence, le solde commercial régional des produits agricoles bruts est en excédent au 1^{er} semestre. Le taux de couverture du commerce extérieur (rapport entre la valeur des exportations et celle des importations) est de 115 %. Pour les fruits à pépins et à noyau, le taux de couverture est très largement positif avec 499 % au 1^{er} semestre. Pour les légumes et melons, le taux de couverture est largement positif avec 203 %. Pour les céréales et oléagineux, les exports couvrent 125 % des imports. Pour les volailles vivantes et œufs, le taux de couverture n'est que de 95 % au 1^{er} semestre, contre 101 % au semestre précédent.

Les exportations des **produits transformés** sont en hausse de 4 % par rapport au 1^{er} semestre 2024. L'export des huiles et graisses végétales et animales est en augmentation (+10 %). Il représente 15 % des exports de produits transformés. L'export est en hausse aussi pour les viandes (+7 % au 1^{er} semestre). Il compte pour 20 % des exports. L'export de boulangerie-pâtisserie industrielle stagne. Il représente 15 % des exports. L'export est en baisse pour les produits laitiers (-4 % au 1^{er} semestre). Il pèse pour 20 % des exports. Au 1^{er} semestre 2025, les produits agroalimentaires comptent pour 13 % de l'ensemble des produits exportés des Pays de la Loire.

De leur côté, les importations des produits transformés sont en hausse (+9 %). L'import de boulangerie-pâtisserie industrielle est en forte hausse (+21 % au 1^{er} semestre). Il compte pour 10 % des imports de produits transformés. L'import est en hausse pour les viandes (+14 % au 1^{er} semestre). Il représente 11 % des imports. L'import de produits à base de tabac augmente (+13 % au 1^{er} semestre) et pèse fortement, représentant 13 % des imports. L'import en produits laitiers est en légère baisse (-1 % au 1^{er} semestre). Il compte pour 11 % des imports. L'import en huiles et graisses végétales et animales est en baisse (-21 % au 1^{er} semestre). Il représente 19 % des imports. Au 1^{er} semestre 2025, les produits agroalimentaires comptent pour 12 % de l'ensemble des produits importés des Pays de la Loire.

Au 1^{er} semestre, le solde commercial des produits agroalimentaires régionaux reste négatif, comme depuis 2018. Le taux de couverture du commerce extérieur est de 84 %. Pour les viandes et pour les produits laitiers, le taux de couverture est largement positif avec respectivement 151 % et 146 % au 1^{er} semestre. Pour la boulangerie-pâtisserie industrielle, le taux de couverture est aussi positif avec 131 %. Pour les huiles et graisses végétales et animales, le taux de couverture n'est que de 67 % au 1^{er} semestre.

Industries agroalimentaires

La production est en hausse sur le premier trimestre puis en retrait. Le prix des matières premières pèse sur les entreprises, en particulier les prix des volailles et des œufs.

L'appel à projets « Résilience et Capacités Agroalimentaires 2030 » est pensé pour accompagner les acteurs de la chaîne de valeur agricole et alimentaire contribuant par leurs implantations industrielles au renforcement de la résilience du système alimentaire, à la structuration des filières et à la transition écologique du secteur. Il est ouvert jusqu'au 11 mars 2026.

Le cahier des charges et les dépôts de dossiers sont accessibles sur [le site de BpiFrance](#)

Industries des viandes

La production est stable après une croissance sur le premier trimestre. Les prix de la volaille sont en forte hausse, l'augmentation est plus modérée pour la viande bovine et stable pour le porc. Les niveaux des carnets de commandes et des trésoreries sont jugés insuffisants en fin de semestre.

Industries de la boulangerie-pâtisserie et des pâtes

La production se contracte en fin de semestre, impactée par des difficultés d'approvisionnement en œufs et un manque de personnel. La demande est dynamique à l'export. Les trésoreries sont fragilisées.

Les entreprises en bref

Sources : AGRAFIL, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, L'Echo de la Presqu'île, Ouest France, lettre de l'API de janvier à juin 2024.

Loire-Atlantique

La Société de transformation des volailles de l'ouest (STVO), basée à Saint-Mars-la-Jaille et spécialisée dans la découpe et la transformation de dinde, poules et canards, cesse son activité. La baisse de la consommation intérieure et des exportations de dinde, associées à une hausse des coûts de production et à des contraintes structurelles, ont amené l'entreprise à prendre cette décision. STVO emploie plusieurs dizaines de personnes.

Disgo, entreprise créée en novembre 2024 à Vertou, effectue une levée de fonds de 1 M € pour soutenir le lancement de sa marque de soupes sans eau, baptisée Supe. Les Supe sont actuellement vendues dans 10 magasins. Les dirigeants souhaitent développer les ventes au moins dans le Grand Ouest et en région parisienne dans 400 magasins et capter 10 % du marché des soupes sous 5 à 10 ans, soit un CA de 50 M€, avec une première marche à 500 k€ sur son premier exercice. Les Supe, bio et composées à 99,9 % de légumes, sont à diluer par le consommateur. Grâce à l'absence d'eau ajoutée, les émissions de gaz à effets de serre du transport sont divisées par deux.

Labeyrie Fine Foods a terminé au printemps le réaménagement de son usine de crevettes de Saint-Aignan-de-Grandlieu pour un montant de 18 M€ avec une aide France 2030 de 2,8 M€. Deux lignes supplémentaires vont permettre de passer de 7 000 à 18 000 tonnes de crevettes par an d'ici cinq à sept ans. L'usine, qui transforme les crevettes en versions entières, décortiquées et élaborées a connu une progression de 50 % en volume ces 5 dernières années. Ces crevettes sont disponibles en grande surface à marque Delpierre et à marque distributeurs et sont également vendues chez les poissonniers et dans les restaurants. La matière première provient de fermes d'élevage en Amérique du Sud. Le site de Saint-Aignan-de-Grandlieu emploie 250 personnes plus 130 contrats temporaires en période festive. Labeyrie Fine Foods affiche un chiffre d'affaires annuel de 867 M€ (dont environ 100 M€ pour le site de Saint-Aignan) et compte 3 200 salariés et 12 sites dans le monde.

Nature et Aliments, à Rezé (4,7 M€ de CA, 20 salariés), spécialiste des préparations en poudre bio pour desserts, aides culinaires et recettes salées, diversifie son activité avec Naon, une gamme dédiée aux randonneurs et voyageurs à vélo. La PME familiale

mise sur des produits bio, un procédé de fabrication moins énergivore et un déploiement commercial ciblé pour s'imposer sur ce marché de niche. L'objectif est d'atteindre 25 k€ de chiffre d'affaires en 2025 dans une centaine de magasins spécialisés outdoor.

Le groupe **Roullier** (10 400 salariés, 3 Mds€ de CA) et son pôle agroalimentaire Paticeo (1 000 salariés, 20 M€ de CA) investissent 20 M€ sur 3 ans sur le site de Derval dédié à la production de madeleines et autres gâteaux individuels surgelés destinés aux hôtels et restaurants. La surface du site passe de 4 000 à 7 500 m² et les effectifs devraient passer de 90 à 120 salariés d'ici à 2027. Pour l'export, qui représente 8 % de son activité, le groupe vise en priorité l'Europe et les Etats-Unis.

Les **Côteaux Nantais** (18 M€ de CA, 120 salariés), spécialiste de la culture et de la transformation de fruits bio, sont repris par Antoine Bonhomme et François Audo. François Audo et Antoine Bonhomme reprennent l'usine de transformation de Remouillé. Benoit Van Ossel garde la SCI (105 hectares de vergers) et la direction de Province bio, grossiste bio de fruits, légumes et épicerie, installé au Min de Nantes, dédié aux magasins bio spécialisés.

Le groupe **Bel** met fin à sa filiale **All in Foods** qui développait à Saint-Nazaire des spécialités de type « fromage végétal », à base de plantes et de graines diverses, sous la marque Nurishh. Cette usine de 4 000 m² employait 35 salariés. La marque Nurishh sera elle-même arrêtée mais le groupe (3,74 Mds€ de CA en 2024, 11 000 salariés, 30 usines dans le monde) reste pour autant positionné sur le végétal via les déclinaisons de ses marques phares Babybel, La Vache qui Rit ou Boursin. Bel propose des reclassements internes dans d'autres usines du groupe ; la plus proche se trouvant à Sablé-sur-Sarthe.

Maine-et-Loire

La Tourangelle, fabricant et distributeur d'huiles alimentaires bio **achète** une huilerie au Pérou qui fabrique de l'huile d'avocats à partir d'avocats non-commercialisables à l'export en raison de leur taille. Cette huile sera principalement commercialisée aux États-Unis. Jusqu'à présent structurée autour de ses entités de Saumur (11 M€ de CA, 31 salariés) et de Californie (52 M\$ de CA, 80 salariés), La Tourangelle tire profit du succès de son huile d'olive sur le marché nord-américain, grâce à son positionnement premium et à son conditionnement en bidon métallique. Distribuée en France depuis 2 ans, l'huile d'olive de La Tourangelle bénéficiera d'investissements en communication pour accroître sa notoriété dans l'Hexagone. Parallèlement, l'entreprise familiale projette le lancement sur son unité de Saumur d'une production de vinaigres.

L'usine **France champignon** de Montreuil-Bellay entend réduire de 40 tonnes par an l'usage du plastique dans l'emballage de ses conserves à destination de la grande distribution. La filiale du groupe Bonduelle a investi 1,5 M€ fin 2024 dans une ligne de conditionnement en cartonnettes de ses lots de 2 et 3 boîtes de champignons. Un lot sur cinq est actuellement concerné. La ligne de lots filmés sous plastique sera à terme arrêtée.

Historiquement réputée pour ses limonades, l'entreprise **L'Abeille 2** (groupe LSDH) met désormais en bouteille environ 350 références de

sodas, laits, jus végétaux, essentiellement sous marques de distributeur. La mise en bouteilles de lait monte en puissance pour atteindre 200 millions de litres par an. Avec 200 millions d'euros d'investissement, ce nouveau site permet à LSDH de s'ancrer un peu plus à l'Ouest, terre d'élevage. Entre 250 et 300 personnes devraient travailler, à terme, à L'Abeille 2.

Deux fabricants de compléments alimentaires s'implantent à Saumur dans deux usines-relais de 800 m² chacune, aménagées dans un même bâtiment, financé par la communauté d'agglomération de Saumur Val de Loire. Il s'agit des sociétés **DSCOD** et **Nutrilogist**, respectivement basées à Orléans et Belfort. Les deux laboratoires emploieront chacun une dizaine de salariés.

Giffard, fabricant de sirops, de liqueurs et, depuis 2023, de liqueurs sans alcool, a vu son chiffre d'affaires croître de 19 % en 2024. L'entreprise est portée par l'appétence mondiale pour le cocktail. Parallèlement, la **Menthe Pastille**, produit original de l'entreprise, poursuit également sa croissance, le marché français (30 % des ventes) restant dynamique. Giffard investit à hauteur de 30 M€ dans un nouveau site de production de 10 000 m² à Saint-Léger-de-Linières, dédié à l'élaboration de liqueurs avec et sans alcool. Au projet initial chiffré à 27 M€ ont été ajoutés une solution de géothermie et un système de méthanisation valorisant les effluents du site. À terme, ces technologies permettront de couvrir 97 % des besoins du bâtiment en chauffage et 91 % des besoins en rafraîchissement.

Terrena (18 000 agriculteurs-adhérents et 13 000 salariés) porte ses investissements à 170 M€ en 2025 contre 113 M€ en 2024. La plus grosse part (23,5 M€) ira au plan de rénovation et de modernisation des silos faisant l'objet d'un plan pluriannuel de 180 M€ sur 8 ans. 9,2 M€ seront consacrés à l'amélioration de la productivité dans les 7 usines (1 300 salariés) de Tipiak, acquises en 2024 et dont les ventes ont régressé au cours de l'exercice. 3,5 M€ seront consacrés à la reconstruction de l'usine Inveja de Martigné-Ferchaud (35), travaillant sur la concentration protéique à base

de lupin pour la nutrition animale et la consommation humaine (pâtes alimentaires). 6,9 M€ seront investis dans la modernisation énergétique du site Elivia (viande bovine) à Villers-Bocage (14) et 4,8 M€ dans la modernisation de bâtiments d'élevage de poules pondeuses, pour accompagner ce marché en croissance. Ce plan d'investissement est rendu possible par le maintien des marges, l'Ebitda ressortant à 160 M€ contre 166 M€ en 2023 et le résultat net à 29,6 M€ (31,4 M€ en 2023). Le chiffre d'affaires de 5,580 Mds€ (+1,5 %) est soutenu par plusieurs acquisitions : Tipiak, Volatys, dans la volaille, Pampr'œuf (Ovalis) dans le conditionnement d'œufs, Vandinter Semo dans les semences, deux usines de nutrition animales et le spécialiste de l'hortensia Sicamus. D'autres investissements, dans les exploitations, soutiendront le renouvellement générationnel. A cinq ans, Terrena envisage 50 nouveaux bâtiments en volailles de chair et 100 pour les œufs de plein air, 42 000 places supplémentaires d'engraissement de jeunes bovins ainsi que 40 millions de litres de lait supplémentaires par an.

Le chiffre d'affaires annuel du groupe de spiritueux **Rémy Cointreau** (984,6 M€) est en repli de 17,5 % pour son exercice 2024-2025, affecté par des conditions de marché complexes en Chine et une baisse des ventes aux Etats-Unis. Cointreau signe un contrat de 3 ans avec la société Intact, start-up d'Orléans, portant sur la fourniture d'un alcool neutre bas carbone élaboré à partir de coproduits des protéines de légumineuses, pour approvisionner sa distillerie d'Angers et réaliser sa liqueur d'écorces d'oranges.

Chocolat Mathez, qui produit près de 3 000 t de truffes au cacao dans les 7 000 m² de son site de Châteauneuf-sur-Sarthe, cherche de nouveaux débouchés à l'export. Employant 70 salariés et jusqu'à 180 en haute saison, l'entreprise a achevé son exercice 2024 sur un revenu de 22 M€. 85 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'export. La PME entend développer sa présence aux États-Unis afin de réduire sa dépendance au marché asiatique où elle réalise 40 % de son chiffre d'affaires.

Mayenne

Installée à l'Huisserie depuis 2021, **L'Atelier du ferment** déménage au second semestre 2025. Spécialisée dans la fabrication de kéfirs de fruits, la société entend ainsi faire face à sa forte croissance. Elle distribue ses produits dans 1 200 points de vente (800 en 2022) : dans un premier temps les grands réseaux bio, puis les grandes et moyennes surfaces. Elle prépare aussi une offre en 33 cl pour les cafés-hôtels-restaurants. L'Atelier du ferment a franchi le cap du million d'euros de chiffre d'affaires en 2024 et se projette sur 5 M€ à horizon de 3 ans avec un développement attendu à l'international, notamment dans les pays de l'Union européenne. 4 à 5 recrutements sont prévus sur 2025. L'équipe (17 salariés) pourrait atteindre les 50 salariés d'ici à 3 ans. Pour accompagner cette croissance et changer d'échelle, la société envisage de lever des fonds.

Lactalis a obtenu le feu vert administratif pour l'exploitation à Changé d'un nouvel entrepôt de 8 000 m² pour des ingrédients laitiers secs sous température ambiante. Le projet contribuera à la création de 5 emplois et représente un investissement de 40 M€. L'établissement sera confié à Lactalis logistique et transports qui compte en France quelques 1100 salariés répartis dans 6 entrepôts et 4 hubs. La multinationale confie 70 % de ses flux à des sous-traitants et dispose en parallèle d'une flotte en propre comprenant près de 200 véhicules, 100 % frigorifique, gérée par sa filiale Guy Robin transports.

Lactalis investit 12,7 M€ dans une chaudière biomasse pour sa filiale la Société laitière de Mayenne, spécialisée dans les ingrédients laitiers. L'approvisionnement en bois viendra de filières locales, à 40 % des Pays de la Loire, 40 % de Normandie et 20 % de Bretagne. Forte de 150 personnes, la Société laitière de Mayenne, qui recrute actuellement 15 salariés supplémentaires, récupère les excédents laitiers issus de la production des autres usines environnantes de Lactalis pour les transformer en poudres laitières, notamment en poudre de lactosérum et poudre de caséine. Présent dans 51 pays avec 270 laiteries et fromageries employant 85 500 salariés, Lactalis a réalisé un chiffre d'affaires de 30,3 milliards d'euros en 2024, en hausse de 2,8 %.

Sarthe

L'Autorité de la concurrence a donné son accord le 20 décembre 2024 pour la reprise du traiteur Routhiau basé à Saint-Fulgent (85) par **LDC**. Routhiau (360 salariés, 72 M€ et 5,5 M€ d'Ebitda en 2022) développe un pôle « viande », via la société Jean Routhiau, spécialisée dans les produits élaborés de viandes principalement cuites en frais et surgelés et un pôle « asiatique et dessert », via les sociétés 3A (Chateaugiron - 35) et Tendance créative (Chanverrie - 85). A cela s'ajoute l'entité Simplement végétal à La Roche-sur-Yon (85).

LDC publie un chiffre d'affaires de 6 323,4 M€, en hausse de 2 % sur l'exercice 2024-2025, dépassant l'objectif fixé, grâce à des acquisitions et une hausse des volumes. Le résultat net ressort à 243,6 M€ contre 304,4 M€ sur 2023-2024. Ce repli des résultats s'explique par un effet prix défavorable notamment sur les spécialités et sur les co-produits d'abattage. L'activité volaille France, qui représente près de 70 % des ventes du groupe, a baissé de 1,1 % en valeur, à 4,40 milliards d'euros, mais a augmenté de 3,2 % en volume. Les ventes à l'international ont progressé de 13,8 %, à 948,5 millions d'euros, grâce à des acquisitions en Pologne, en Roumanie et en Allemagne. L'activité traiteur (marque Marie) a vu ses ventes bondir de 6,5 %, à 970,9 millions. L'acquisition du groupe Pierre Martinet, l'un des leaders de la salade composée au rayon libre-service, a reçu le feu vert de l'Autorité de la concurrence. Le chiffre d'affaires de cette société s'élevait à 230 M€ en 2023 pour un Ebitda de 17 M€.

LDC investit 25 M€ sur l'exercice 2025-2026 pour sa stratégie « Climat & Biodiversité 2030 ». Le groupe vise, d'ici 2030, une réduction de 21 à 25 % de ses émissions directes et indirectes de carbone et de 6 % de sa consommation d'eau.

Vit'All+, concepteur et fabricant de compléments alimentaires depuis 1987, investit 7 M€ pour doubler la surface de ses locaux à Sargé-lès-le-Mans. Le site passera de 2 000 à 4 000 m² et la surface de production de 450 m² à 1 000 m². L'entreprise familiale accompagne ainsi une croissance constante ayant porté son chiffre d'affaires à 14 M€ en 2024, contre 3 M€ en 2012. Les 48 salariés fabriquent 240 références, dont une

centaine en bio, sur ce site. Vit'All+ réalise 60 % de ses ventes dans les réseaux bio et le reste principalement en pharmacie. L'export, qui représente 5 à 10 % des ventes annuelles, notamment en Italie et au Maroc, est un autre gisement de croissance.

L'abattoir porcin **Danish Crown** à Bonnétable (243 salariés) souhaite une révision à la hausse de sa capacité de production, de 169 tonnes à 220 tonnes par jour. L'usine tourne 23 heures par jour et découpe de la viande de porcs (jambons, poitrines, épaules, longes) destinée à la salaison ou la vente en frais et en congéle. L'augmentation de production sera rendue possible par une réorganisation des activités et le remplacement de trois lignes de désossage/découpe par quatre nouvelles. Le site a réalisé en 2022/2023 un chiffre d'affaires de 114 M€ (+34 %) pour un résultat net de 0,36 M€ (1,73 M€ en 2021/2022).

Le groupe fromager **Bel** investit 60 M€ pour l'installation d'une deuxième ligne de production de Mini Babybel dans son usine de Sablé-sur-Sarthe. Ce projet vient renforcer la fromagerie mayennaise d'Evron, usine phare du groupe pour la production de Mini Babybel, à saturation.

Vendée

Fleury Michon, qui emploie 3 310 salariés, propose plus de 120 postes à pourvoir dans ses usines de Pouzauges, Chantonnay et Mouilleron-Saint-Germain. La société a vu son chiffre d'affaires annuel fléchir à 807 M€ après avoir baissé ses prix en 2024, tandis que ses marges ont souffert de l'augmentation des coûts du poulet. Le bénéfice net a de son côté été gonflé à 47,8 M€ par une plus-value de 39 M€ liée à la cession de ses parts dans Platos Tradicionales. Les ventes en grandes et moyennes surfaces françaises, qui représentent plus de 80 % du chiffre d'affaires, ont baissé de 4,7 % en valeur. Les volumes vendus ont en revanche augmenté pour la charcuterie, les tranches végétales et les plats cuisinés tandis que le surimi a plongé en raison de la météo et de l'inflation des produits de la mer. Le résultat opérationnel courant passe de 23 à 12,3 M€ en 2024. La restauration pour l'aérien, deuxième activité du groupe, en forte croissance, pourrait être touchée par les droits de douane américains.

Vent des Saveurs, spécialiste des recettes traiteur surgelées, investit 4,5 M€ pour agrandir son site de production de Talmont-Saint-Hilaire et tripler ses capacités de production de 1 000 à 3 000 tonnes par an dans les cinq ans. Le projet permettra de reprendre des stocks externalisés. Les groupes froids seront plus économies en énergie. Des panneaux photovoltaïques permettront d'alimenter les chambres froides et de réduire leur facture de consommation de 10 %. L'entreprise est passée de 3,5 M€ de chiffre d'affaires en 2021 à 7,3 M€ en 2024. Initialement positionnée sur les produits traiteur de la mer, la société s'est développée dans le traiteur végétal. Les innovations constituent chaque année 15 % des 60 références proposées par l'entreprise. Vent des saveurs réalise 60 % de ses ventes dans les réseaux de livraison à domicile et les magasins de surgelés, 33 % avec les centrales de restauration et 5 % avec la grande distribution et les magasins bio. Elle compte porter la part export à 30 % et développer les fabrications sous marques de distributeurs. Ces développements impliqueront le recrutement de 10 salariés dans les deux ou trois ans, s'ajoutant à l'équipe de 42 salariés.

Œufs Geslin prévoit plusieurs dizaines de recrutements en 2025, après avoir déjà recruté 62 salariés en 2024, l'effectif global étant de 250 salariés. **Œufs Geslin** est présent dans quatre activités couvrant le cycle de l'œuf : élevage, conditionnement, production d'ovoproduit et logistique. La société va investir 19 M€ sur la période 2025-2028 après avoir injecté 3,5 M€ en 2024 dans son siège à Chauché pour transformer d'anciens bâtiments d'élevage en bureaux et locaux sociaux. L'entreprise sépare l'élevage de son activité industrielle pour se préparer à d'éventuelles pandémies. Elle va réaménager 10 000 m² de locaux d'élevage désaffectés pour installer un nouvel atelier de conditionnement, rénover le site d'ovoproduits, numériser les process, créer un nouvel atelier de maintenance, améliorer les conditions de travail, créer un centre de tri et construire un centre de lavage des emballages réutilisables alliant mécanisation, augmentation capacitaire et qualité accrue du nettoyage. La société, qui a réalisé un chiffre d'affaires

stable à 130 M€ en 2024, estime à 10 % sa part de marché dans l'ovoproduit en France, ce qui la place dans le top 3 national, et 2 % dans l'œuf de table. L'entreprise a mis en place un système intégré avec ses propres élevages (658 700 poules pondeuses, 193 200 poulettes dans 6 fermes) pour 20 % de ses approvisionnements et une logistique en interne de 24 camions. Ce plan d'investissement s'inscrit dans un contexte de croissance de 4 % par an sur le marché de l'œuf. Des travaux sont menés sur la valorisation des coproduits, la coquille et la membrane, avec des start-ups.

La Boulangère & Co, fabricant de pains et viennoiseries préemballés, reprend une usine de 3 000 m² et un terrain constructible de 40 000 m², de son concurrent Sicard, à Saint-Jean-de-Beugné. La Boulangère, qui dispose déjà de 7 usines dont 4 en Vendée, entend accélérer la construction de nouvelles lignes. L'usine acquise et ses 11 salariés seront rattachés à l'activité de « Pain Concept ». Cette dernière est située à Sainte-Hermine, non loin de l'usine de Sicard. Au cours des derniers mois, La Boulangère a déjà investi dans deux nouvelles lignes de production dans son usine de Chaize-le-Vicomte. Un investissement estimé entre 20 et 30 M€ s'accompagnant de 60 recrutements. La Boulangère & Co compte 2 300 salariés répartis sur un siège social (Essarts-en-Bocage, 85) et sept sites en France : Beaune (21), Gretz-Armainvilliers (77), La Chaize-le-Vicomte (85), Les Herbiers (85), Mortagne-sur-Sèvre (85), Sainte-Hermine (85), Val-de-Saâne (76). L'entreprise affiche un chiffre d'affaires de 500 M€, en légère croissance. Sicard, qui détient 18 magasins, fait état d'un chiffre d'affaires consolidé de 18 M€ avec un peu plus de 200 salariés.

Après 133 ans d'existence, **l'Union laitière de la Venise verte** (ULVV) est en liquidation judiciaire. En 2017 et 2018 des travaux de rénovation importants ont été engagés puis le Covid a entraîné la perte de plusieurs débouchés, en France et à l'international. De 13 M€ avant la crise Covid, le chiffre d'affaires est tombé à 9 M€. Les 22 salariés seront licenciés économiques. Les 44 adhérents, répartis sur 21 points de collecte, seront repris par différents collecteurs du secteur.

L'usine **Cantreau**, créée en 1908 à Fontenay-le-Comte, fabrique la moitié des boudoirs et biscuits cuillers dégustés en France. De grands travaux de modernisation sont prévus pour 2026.

Après avoir investi 5,5 M€ en 2024 dans la modernisation de ses moyens de production, la **Minoterie Planchot** construit un nouvel atelier de maintenance à Saint-Paul-en-Pareds pour un montant de 500 k€. En dix ans, la minoterie, qui emploie 40 salariés, est passée de 60 000 à 135 000 tonnes de grains écrasés par an. Avec 50 M€ de chiffre d'affaires en 2024, les débouchés de la société se partagent en quatre secteurs : l'industrie, l'artisanat, la GMS et l'export. 80 % des grains proviennent de fournisseurs installés dans un rayon de 100 km autour du moulin. Un groupe de travail interne à l'entreprise réfléchit à la création d'une nouvelle filière blé portant des pratiques plus vertueuses et bas carbone.

Le fabricant de charcuterie **Tradition de Vendée**, à La Boissière-des-Landes, met un terme à son activité. L'entreprise de 25 salariés a vu ses charges augmenter de 40 % depuis 2023. Elle avait été cédée en 2020 à Ludovic Bouet. Tradition de Vendée affichait alors un chiffre d'affaires de 6,8 M€.

Connu pour ses marques de conserverie de poissons Les dieux et Bonne nature, le groupe **Gendreau**, basé à Saint-Gilles-Croix-de-Vie (200 salariés, 72 M€ de CA en 2024), amorce la végétalisation de son activité de plats cuisinés micro-ondables, menée sous sa marque La cuisine d'Océane, afin de réduire de 25 % ses émissions carbone d'ici à 2030. Avec cette évolution, La cuisine d'Océane entend aussi conforter sa position de « leader sur le segment des plats cuisinés appétisés micro-ondables en barquettes ».

HORS RÉGION

À travers l'entité **Oléosyn Bio**, le producteur d'huiles et protéines végétales Avril, les coopératives ligériennes Cavac et Terrena ainsi qu'Aurouze, filiale bio d'Avril, investissent 6 M€ dans l'extension de leur unité de trituration à Thouars (79) et plus de 5 M€ dans un atelier de raffinage d'huile

bio, la première en France, destinée à sécuriser l'approvisionnement. Oléosyn Bio double sa capacité de trituration de graines de tournesol bio, passant de 15 000 à 30 000 tonnes par an. L'ensemble du site atteint désormais

une capacité de transformation de 55 000 tonnes toutes graines confondues. L'unité industrielle mobilise 11 salariés. Oléosyn bio s'approvisionne exclusivement en graines biologiques 100 % origine France pour le tournesol et

le colza, issues principalement du grand ouest, du sud-ouest et du centre est. Celles-ci proviennent de 10 000 hectares cultivés par environ 500 producteurs des deux coopératives Cavac et Terrena.

Liste des annexes à télécharger :

Cotations des céréales et oléoprotagineux

IPAMPA

IPPAP

Abattages des animaux (bétail, volailles et lapins)

Cotations animales (bétail, volailles, lapins et oeufs)

Livraison de lait et prix du lait

Cotations fruits et légumes sur le site <https://rnm.franceagrimer.fr/>

Ont participé à l'élaboration de ce document :

- A la une : P. SCHWARTZ (Direction)
- Contexte météorologique : C. HERBILLON (SRISE)
- Productions végétales : J.C BOUHIER, J. QUEVAREC, A. KETERS, S. MARCHAND, J. NICOLAS, MP SIGNOUR, C. HERBILLON (SRISE)
- IPAMPA : O. GROSMESNIL (SRISE)
- Productions animales et commerce extérieur : O. GROSMESNIL, B. ROBERT, C. FOUCHARD, V. SALAÜN (SRISE)
- IAA : C. BERCHON (SREAF)
- Coordination : C. HERBILLON (SRISE)

www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67 516 - 44 275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 64 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr

Directrice régionale : Annick Baille
Directeur de publication : Arnaud Gontan
Rédactrice en chef : Cécile Herbillon
Rédaction : DRAAF
Composition : Isabelle Laurens
ISSN 2725-7150 - Dépôt légal : à parution
© Agreste 2025